



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 19 FEVRIER 1910.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 67

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 10 février 1910, d'adjointre à la commission de la paix pour le :

District de Saguenay — M. Michel Tremblay, rentier, de la Baie Saint-Paul.
District de Joliette. — M. Israel Charette, fils, de Saint-Zénon, comté de Berthier. 861

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 11 février 1910, de nommer MM. Walter Coffin et Ruben Coffin, conseillers de la municipalité du village de Gaspé, comté de Gaspé, conformément aux dispositions des articles 326 et 327 du code municipal. 859

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du troisième jour de février 1910, de nommer M. George Hogg, de la cité de Montréal, syndic des chemins à barrières de Montréal. 871

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 19th FEBRUARY, 1910.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 68

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 10th of February, 1910, to associate to the commission of the peace for the :

District of Saguenay — Mr. Michel Tremblay, rentier of Baie Saint Paul.
District of Joliette. — Mr. Israel Charette, junior, of Saint Zénon, county of Berthier. 862

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 11th February, 1910, to appoint Messrs. Walter Coffin and Ruben Coffin, councillors of the municipality of the village of Gaspé, county of Gaspé, in conformity with the provisions of articles 326 and 327 of the municipal code. 860

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the third day of February, 1910, to appoint Mr. George Hogg of the city of Montreal, trustee of the Montreal Turnpike Roads. 872

Proclamation

Province de }
 Québec. }
 [L. S.] }
 C. A. P. PELLETIER.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de FEVRIER courant—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée au VINGT-DEUXIEME jour du mois de FEVRIER courant.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de la proroger de nouveau au QUINZIEME jour du mois de MARS prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre Cité de Québec, le dit VINGT-DEUXIEME jour de FEVRIER courant, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le QUINZIEME jour du mois de MARS prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIXIEME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent dix, et de Notre Règne la dixième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
 Greffier de la Couronne en Chancellerie,
 Québec.

803

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 10e jour de février 1910, constituant en corporation MM. Adrien Lockquell, comptable, Elzéar Daoust, contrôleur, Edgar Monette, électricien, Arthur Tremblay, artiste, Julien Daoust, directeur artistique, Edmond

Proclamation

Canada, }
 Province of }
 Québec. }
 [L. S.] }
 C. A. P. PELLETIER.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY SECOND day of the month of FEBRUARY instant—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the TWENTY SECOND day of the month of FEBRUARY instant.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit by and with the advice and consent of Our Executive Council of the Province of Quebec, further to prorogue it to the FIFTEENTH day of the month of MARCH next, so that you and each of you are not bound or obliged to appear in Our City of Quebec, on the said TWENTY SECOND day of FEBRUARY instant, and We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on TUESDAY, the FIFTEENTH day of the month of MARCH next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TENTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and ten, and in the tenth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
 Clerk of the Crown in Chancery,
 Québec.

804

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 10th day of February, 1910, incorporating Messrs. Adrien Lockquell, accountant, Elzéar Daoust, controller, Edgar Monette, electrician, Arthur Tremblay, artist, Julien Daoust, artistic director, Edmond Daoust,

Draus', artiste, Joseph Emile Tanguay, artiste, de la cité de Québec, dans les buts suivants, savoir :

Construire, posséder, mettre en opération et maintenir un ou plusieurs théâtres dans la cité de Québec, avec plein droit et pouvoir de fournir et d'organiser des divertissements de toutes sortes, spectacles dramatiques, comédie, opéra, concerts, conférences ou assemblées.

Louer ce ou ces théâtres à prix fixe, à tant pour cent sur les profits ou autrement.

Acheter, acquérir, louer et construire les bâtiments suffisants pour l'exploitation de ce ou ces théâtres ainsi que toutes constructions requises pour l'agrandissement de ce ou ces théâtres ainsi que pour toutes succursales ou annexes.

Faire généralement tous les actes et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Théâtrale de Québec", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45 000 00), divisé en neuf cents (900) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le dixième jour de février 1910.

JOS. DUMONT,

863

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de février 1910, constituant en corporation MM. Louis Napoléon Patenaude, gérant, George Aimé Simard, manufacturier, de la cité de Montréal, Louis Boyer, avocat, de la cité de Westmount, Duncan Joseph McDonald, agent, de la cité de Montréal, et Frederick William Hibbard, avocat, de la cité de Westmount, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, louer ou autrement acquérir, vendre, louer, mettre en opération, mettre à profit et faire le commerce de moteurs, engins, taximètres de toute nature et description et véhicules et voitures à moteur employés et devant être employés sur terre, sur l'eau et dans l'air, et tous les accessoires d'iceux et fournitures employés en rapport avec iceux, ou en disposer autrement ;

Mettre en opération le transport des passagers et du fret, automobiles, taxicabs, bateaux à moteur, aéroplanes et vaisseaux aériens et en général tous les moyens de transports automoteurs de toute sorte et description, quelque soit le genre d'engin ou a moteur ;

Mettre en opération des garages et débarcadères, travailler et réparer les ateliers, entrepôts et magasins pour les fins de la compagnie et la commodité du public en général ;

Acquérir par achat ou aucun titre quelconque des terres, bâties et immeubles en général, des patentes, droits de patentes, marques de commerce, privilèges, droits, affaires, clientèle et en général toutes choses nécessaires ou utiles aux affaires de la compagnie, les posséder et utiliser et en disposer par aucun titre quelconque ;

Distribuer en espèce ou autrement tel qu'il peut être décidé tout l'actif de la compagnie parmi ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres garanties de toute autre compagnie prenant en tout ou en partie l'actif ou obligation de cette compagnie ;

Entrer en arrangements avec toutes autorités municipales, locales ou autrement, qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité les droits, privilèges et concession que la compagnie peut juger à propos d'obtenir, et mettre en opération, exercer et exécuter avec tous tels arrangements les droits, privilèges et concessions ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens et obligations de la compagnie, ou pour toutes autres fins

artist, Joseph Emile Tanguay, artist, of the city of Québec for the following purposes, to wit :

To construct, hold, operate and maintain one more theatres in the city of Québec with full right and power to provide and organize amusements of all kinds, dramatic entertainments, comedy, opera, concerts, lectures or meetings.

To lease such theatre or theatres at a fixed price, at so much per cent on the profits or otherwise.

To purchase, acquire, lease and construct the necessary buildings to operate such theatre or theatres as well as all constructions required for the enlargement of such theatre or theatres and for all branches and annexes.

And generally to do all and singular the transactions and exercise all the powers and carry on all operations necessary for the purposes of the company, under the name of "La Compagnie Théâtrale de Québec", with a total capital of forty five thousand dollars (\$45,000.00) divided into nine hundred (900) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Québec.

Dated from the office of the provincial secretary, this tenth day of February, 1910.

JOS. DUMONT,

864

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Québec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the eleventh day of February, 1910, incorporating Messrs. Louis Napoléon Patenaude, manager, George Aimé Simard, manufacturer, of the city of Montréal, Louis Boyer, advocate, of the city of Westmount, Duncan Joseph McDonald, agent, of the city of Montréal, and Frederick William Hibbard, advocate, of the city of Westmount, for the following purposes :

To manufacture, buy, lease or otherwise acquire and sell, rent and operate or otherwise dispose of, turn to profit and deal in motors and engines and taximeters of every nature and description and motor vehicles and conveyances used and to be used on land, on water and in the air, and all accessories of the same and supplies used in connection therewith ;

To operate for the carriage of passengers and freight automobiles taxicabs, motor-boats, aeroplanes and airships and generally all sort and description of self propelled conveyances whatever the kind of engine or motor, and to receive fares and other compensations for the same ;

To operate garages and loadings, work and repair shops, storehouses and stores for the purposes of the company and the accommodation of the public in general ;

To acquire by purchase or any title whatsoever land, building and real estate generally patents, patent rights, trade-marks privileges, rights, business good will and generally all things necessary or useful for the business of the company, to hold utilize the same and dispose of them by any title whatsoever ;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company among its members, and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company taking over the whole or any part of the assets or liabilities of this company ;

To enter into any arrangements with any authorities municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority and rights, privileges and concession which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concession ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purposes

qui peuvent paraître directement ou indirectement calculées pour le bénéfice de la compagnie ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, agents, entrepreneurs, fidé commiss ou autrement soit seule ou en société avec autres et toutes autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets et aussi faire toute affaire ou affaires manufacturées ou autrement, ayant rapport aux fins et objets ci-dessus et qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ; entrer en arrangement pour le partage des profits ou union d'intérêt avec toute personne ou compagnie faisant ou engagé dans les mêmes affaires que celles de cette compagnie ; acquérir des actions, obligations et débetures de toute telle compagnie, et de vendre, posséder, émettre de nouveau ou autrement en faire le commerce ;

Vendre, louer toute la propriété et entreprise de la compagnie, pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier pour actions, débetures et garanties de toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie, ou en disposer autrement ;

Emprunter de l'argent et hypothéquer l'immeuble et garantir la propriété personnelle de la compagnie, afin de garantir tout argent prêté ;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, débetures et autres instruments négociables ou transférables ;

Payer tous les frais concernant la demande de la charte d'incorporation dans ou au sujet de la formation de la compagnie, y compris les services rendus par les promoteurs, en argent ou par l'émission d'actions payées de cette compagnie ;

Payer pour aucuns meubles ou immeubles, droits, actif, franchises ou privilèges acquis par la compagnie, en argent ou avec obligations ou stock de la dite compagnie, ou partie dans un ou partie dans l'autre, sous le nom de "Canada Auto & Taxi Company", avec un capital total de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en trois mille (3000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de février 1910.

JOS. DUMONT,

865

Sous-Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10 février 1910, constituant en corporation MM. Samuel William Jacobs, Conseil en Loi du Roi, Alexander Rives Hall, avocat, Béatrice Byrne, sténographe, Isidore Friedman, comptable, et Louis Fitch, étudiant en droit, tous des cités et district de Montréal, dans les buts suivants :

Construire des théâtres et autres bâtisses et travaux propres aux fins d'iceux, et de conduire, maintenir et mettre en opération les dits théâtres et autres bâtisses lorsqu'ils seront érigés ou construits ;

Faire les affaires de propriétaires et gérants de théâtres, et en particulier pourvoir à la production de représentations de kinematograph, kinetoscopic et biograph, et tous les moyens pour productions connues comme expositions de vues animées, et toutes autres choses ayant rapport ;

Faire les affaires de restaurateurs, marchands de vin et de liqueurs, agents de théâtre, ouvriers de loges, propriétaires de salles de concert, hôteliers, éditeurs et imprimeurs de pièces dramatiques et musicales, et toutes autres affaires qui peuvent être faites convenablement en rapport avec aucun de ces

which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees or otherwise and either alone or in conjunction with others and all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and also to carry on any business or businesses whether manufacturing or otherwise germane to the purposes and objects above set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company ;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company ; to enter into arrangements for sharing of profits or union of interest with any person or company carrying on or engaged in business similar to those of this company ; to acquire shares, bonds and debentures of any such company, and to sell, hold, re-issue or otherwise deal in the same.

To sell, lease or otherwise dispose of the entire property and undertaking of the company, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures and securities of any other company having object similar to those of this company ;

To borrow money and mortgage, hypothecate the real property and pledge the personal property of the company, to secure any money loaned.

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, debentures and other negotiable and transferable instruments ;

To pay all costs incidental toward procuring the charter of incorporation in or about the formation of the company, including the services rendered by the promoters, in money or by the issue of paid up shares of this company ;

To pay for any moveable or immoveable properties, rights, assets, franchises or privileges acquired by the company, in cash or with bonds or stock of the said company, or partly in one or partly in the other, under the name of "Canada Auto & Taxi Company", with a total capital of three hundred thousand dollars (\$300,000.00), divided into three thousand (3000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this eleventh day of February, 1910.

JOS. DUMONT,

866

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 10th day of February 1910, incorporating Messrs. Samuel William Jacobs, King's Counsel ; Alexander Rives Hall, advocate, Beatrice Byrne, stenographer, Isidore Friedman, accountant, and Louis Fitch, student-at-law, all of the city and district of Montreal.

To construct theatres and other buildings and work-convenient for the purposes thereof, and to manage, maintain, and carry on the said theatres and other buildings when so erected or constructed ;

To carry on the business of theatre proprietor and managers, and in particular to provide for the production of kinematograph, kinetoscopic and biograph exhibitions, and all and every device for productions known as moving picture exhibitions, and every business incidental thereto ;

To carry on the business of restaurant keepers, wine and spirit merchants, theatrical agents, box office keepers, concert room proprietors, hotel keepers, dramatic and musical publishers and printers and any other business which can be conveniently carried on in connection with any of those objects

objets qui peuvent être calculés à rendre profitable aucun des biens et droits pour le temps présent ;

Faire des conventions avec les auteurs ou autres personnes pour représentations dramatiques ou autres droits de comédies, burlesques, vaudevilles, ballets, pantomines, spectacles, compositions musicales et autres représentations dramatiques et musicales, et pour les droits de productions de kinématograph, kinetoscopie et biograph, ou pour la représentation d'iceux dans la province de Québec, et faire des engagements de toute sorte avec les artistes et autres personnes ;

Faire toutes autres affaires qui peuvent paraître à la compagnie capable d'être conduites convenablement en rapport avec les susdits objets, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur de la compagnie, ou mettre à profit tous ses biens ou droits ;

Acquérir et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, propriété et obligation de toute personne ou compagnie faisant les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou possédant une propriété convenable pour les fins de cette compagnie ;

Entrer en arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, co-opération, risque conjoint, concession réciproque, ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée ou sur le point de faire ou engagée dans aucune affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou aucune affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ; et prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et de prendre ou acquérir autrement les actions et garanties de toute telle compagnie et de vendre, posséder, émettre de nouveau, avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement ;

Prendre ou acquérir autrement, et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant en tout ou en partie des objets semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Emprunter, prêter ou garantir le paiement d'argent de telle autre manière que la compagnie jugera à propos, et en particulier par l'émission de débetures ou stock de débetures, perpétuels ou autrement, chargés sur toutes les propriétés de la compagnie, y compris son capital non-appelé, et rembourser ou payer toutes telles garanties ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui peuvent être rendus, en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement de toutes actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures ou autres garanties de la compagnie, dans la formation de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, débetures et autres instruments négociables et transférables, sous le nom de "The Palace Amusement Company, incorporated", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en quatre cent (400) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Le principal place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Dated du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de février 1910.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

867

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Viet., ch. XX, le sousigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

as may seem calculated to render profitable any of the company's property and rights for the time being ;

To enter into agreements with authors or other persons for the dramatic or other rights of plays, burlesque, vaudeville, ballets, pantomines, spectacular pieces, musical compositions, and other dramatic and musical entertainments, and for the rights in kinematograph, kinetoscopic and biograph productions, or for the representation thereof in the province of Quebec, and to enter into engagements of all kinds with artists and other persons ;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantees or otherwise deal with the same ;

To take or otherwise acquire, and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To borrow or raise or secure the payment of money in such other manner as the company shall think fit and in particular by the issue of debentures, or debenture stock, perpetual or otherwise, charged upon all or any of the company's property, including its uncalled capital, and to redeem or pay off any such securities ;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company capital, or any debentures or other securities of the company, on in or about the formation of the company or the conduct of its business ;

To draw, make, accept, indorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading warrants debentures, and other negotiable or transferable instruments, under the name of "The Palace Amusement Company, incorporated," with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into four hundred (400) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this tenth day of February, 1910.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

868

Public notice is hereby given that the farmers club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

Dans le comté de Shefford, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :
" Cercle agricole de la municipalité du canton Granby."

JOS. D. CARON,
Ministre de l'Agriculture.
Québec, 15 février 1910. 903

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 10 février 1910.

Avis est par le présent donné, conformément aux règlements 49 et 50 de l'Assemblée législative, que toute pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le vingt-neuvième jour du mois de mars prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le cinquième jour du mois d'avril prochain, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le douzième jour du dit mois d'avril.

L. G. DESJARDINS,
805 2 Greffier de l'Assemblée législative.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour de février 1910, constituant en corporation MM. Henry W. Beaulieu gérant, Edwin M. Mumford, secrétaire, Frederick E. Smith, comptable, A. George Brooke Claxton, avocat et Conseil en Loi du Roi, et Thomas Reginald Ker, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'hôtel et de maison de pension dans toutes ses branches, et pour les dites fins ériger des Hôtels et bâtisses y ayant rapport, et faire un contrat avec le propriétaire du terrain ou de toute telle bâtisse pour la construction, l'érection ou l'agrandissement, changement ou amélioration de toute telle bâtisse ;

Prendre de ses propriétaires tous leurs droits, titres et intérêt dans la bâtisse de l'hôtel maintenant connu sous le nom de " Château Beaulieu," ensemble avec les meubles et furnishings qui s'y trouvent et de les payer en stock payé ;

Faire les affaires d'un club de campagne pour l'encouragement de jeux et le maintien d'une place de campagne pour assemblées sociales et pour les fins d'amusements, sous le nom de " Château Beaulieu, Limitée," avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000 00), divisé en dix-neuf cent soixante (1960) actions de vingt-cinq piastres (\$25 00) chacune, dont vingt mille piastres seront sept pour cent du stock préféré cumulatif quant aux dividendes et privilégiés quant à l'actif sur le stock commun, et vingt-neuf mille piastres seront du stock ordinaire.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Saint-Lambert, comté de Chambly.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de février 1910.

JEREMIE L. DECARIE,
703-2 Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1910, constituant en corporation MM. Ferdinand B. Drouin, fourreur, de Montréal, Alphonse D. Grégoire, fourreur, de Saint-Luc, Alphonse F. Gervais, courtier, Damién Godin, marchand, et Narcisse J. G. Grégoire, manufacturier, de la ville de Saint-Jean, dans les buts suivants :

Faire le commerce en gros et en détail de fourrures, pelleteries de toutes sortes, chapeaux, casquettes et généralement de tous articles se rattachant à, ou pouvant faire partie de ce genre de commerce ;

Acquiescer, continuer et exploiter le commerce jusqu'ici exploité par le dit Alphonse D. Grégoire, à Saint-Jean susdit, et appartenant actuellement au dit Ferdinand B. Drouin, avec la clientèle et tout

In the county of Shefford, the following club is authorized under the following name, to wit :
" Farmers' club of the municipality of the township of Granby."

JOS. D. CARON,
Minister of Agriculture.
Quebec, 15th February, 1910. 904

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Quebec, 10th February, 1910.

Notice is hereby given that in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the twenty-ninth day of the month of March next, that no private bill shall be introduced after the fifth day of the month of April next, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the twelfth day of said month of April.

L. G. DESJARDINS,
806 Clerk of Legislative Assembly.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the third day of February, 1910, incorporating Messrs. Henry W. Beaulieu, manager, Edwin M. Mumford, secretary, Frederick E. Smith, accountant, A. George Brooke Claxton, advocate and King's Counsel, and Thomas Reginald Ker, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of hotel-keeping or inn-keeping in all its branches, and, for the said purposes to erect hotels and buildings appurtenant thereto, and to contract with the owner of land, or of any such building for the construction, erection or enlargement, alteration or improvement of any such building ;

To take over from its owners all their rights, titles and interest in and into the hotel building presently known as the " Château Beaulieu" together with the furnishings and fixings therein contained and to pay for the same in fully paid up stock ;

To carry on business as a country club for the encouragement of sports and for the maintenance of a country place for social meetings and for purposes of amusements, under the name of " Château Beaulieu, limited," with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000 00), divided into nineteen hundred and sixty (1960) shares of twenty-five dollars (\$25 00) each, whereof twenty thousand dollars shall be seven per cent preferred stock cumulative as to dividends and privileged as to assets over the common stock, and twenty-nine thousand dollars shall be common stock.

The principal place of business of the corporation will be at Saint-Lambert, county of Chambly.

Dated from the office of the provincial secretary, this third day of February, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,
704 Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the 3rd day of February, 1910, incorporating Messrs. Ferdinand B. Drouin, furrier, of Montreal, Alphonse D. Grégoire, furrier, of Saint-Luc, Alphonse F. Gervais, broker, Damién Godin, merchant, and Narcisse J. Grégoire, manufacturer, of the town of Saint-Johns, for the following purposes :

To carry on wholesale and retail trade in furs, furriery of all kinds, hats, caps and generally in all articles pertaining to or forming part of such kind of trade ;

To acquire, continue and carry on the trade until now carried on by the said Alphonse D. Grégoire, at Saint-Johns aforesaid, and actually belonging to the said Ferdinand B. Drouin, with the goodwill

l'actif du dit commerce, et payer le dit achat en argent ou en actions acquittées de la compagnie ;

Manufacturer, produire, importer, vendre toutes les marchandises nécessaires à l'exploitation du commerce susdit ;

Louer ou acquérir par achat, échange ou autrement, hypothéquer, engager, vendre ou disposer de toutes machines, bâtisses, immeubles ou autres choses nécessaires et utiles à l'exploitation du dit commerce et de la dite manufacture ;

Louer et acquérir par achat, échange ou autrement toutes entreprises, commerce ou manufacture de même nature ou ayant le même objet que cette compagnie, et les payer en actions acquittées de la compagnie ou autrement ;

Faire toutes choses, tous actes, contrats ou autres choses nécessaires ou utiles à l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie ;

Exercer tous les pouvoirs susdits dans la province de Québec, sous le nom de "La Compagnie A. D. Grégoire, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20 000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la ville de Saint-Jean.

Déposé au bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de février 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

723-2

Secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glacière, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle pré-

and the assets of the said trade, and pay for the said purchase in money or in paid up shares of the company ;

To manufacture, produce, import, sell all the merchandise necessary to carry on the aforesaid trade ;

To lease or acquire by purchase, exchange or otherwise, hypothecate, pledge, sell or dispose of all machinery, buildings, immovables or other necessary and useful things for the carrying on of the said trade and manufacture ;

To lease and acquire by purchase, exchange or otherwise all undertakings, trade or manufacture of a like nature or having the same object as the company, and pay for same with paid up shares of the company or otherwise ;

To do all things and acts, make all contracts or other necessary or useful things in the exercise of any of the powers of the company ;

To exercise all the aforesaid powers in the province of Quebec, under the name of "La Compagnie A. D. Grégoire, Limitée" with a total capital of twenty thousand dollars (\$20 000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the town of Saint John.

Dated from the office of the provincial secretary, this third day of February 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

724

Provincial Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works, the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. — Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up — giving the notice prescribed by the preceding

cédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quel que privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucune de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2. — L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

69

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe sous les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Légis-

rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60. — The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a bill of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2. — The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

70

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the pervue of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township

lature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être républié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Orateurs permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges particuliers à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquelles ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition, and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act" or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railway, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

Greffier de l'Assemblée Législative.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 50 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consideration of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Legislative Assembly.

Demandes à la Législature

AVIS.

Avis est par les présentes donné que Dame Anny Voyer, épouse séparée de biens de Eugène Leclerc, de la cité de Québec, 4^e tier, agent d'assurance, autorisée par son dit époux, et par Monsieur François Xavier Faguy, prêtre, curé de la paroisse de Notre-Dame de Québec agissant en sa qualité de tuteur de Marguerite Leclerc, fille mineure, issue du mariage du dit Eugène Leclerc, avec la dite Dame Anny Voyer, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi les autorisant à effectuer un emprunt pour payer le coût de la construction d'une maison et autres améliorations faites sur la partie ouest de lot numéro 3223, du cadastre du quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, à hypothéquer la partie du dit lot sur laquelle est érigée la dite maison et sur laquelle sont faites les dites améliorations, pour garantir le dit emprunt et à faire la subdivision du dit lot pour les fins susdites.

ANNY VOYER-LECLERC,
EUG. LECLERC,
F. F. GUY, prêtre,

Québec, 14 février 1910.

869

Avis est par les présentes donné que MM. Hormidas Laporte, James Morgan, Raoul Dandurand, Jeffrey Burland et E. J. Chapleau s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, tant en leur nom personnel qu'au nom de l'association des citoyens de Montréal, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, à l'effet de demander que tous les articles de la charte qui sont incompatibles ou contraires aux dispositions de la loi 9 Édouard VII, chap. 82, soient amendés de manière à les faire concorder, et au si pour obtenir certains amendements quant à la réorganisation et l'administration des divers départements du service municipal, la constitution et l'organisation du bureau de contrôle, quant aux pouvoirs du bureau de contrôle et ceux du conseil, et généralement tous amendements nécessaires à l'organisation du nouveau système créé par l'acte 9 Édouard VII, chap. 82, afin d'assurer le bon fonctionnement du régime nouveau.

L. J. LORANGER,
AIME GEOFFRION,
Procureurs des requérants.

Montréal, 12 février 1910.

883

Avis est par le présent donné que Bridget Henrietta Maher, épouse séparée de biens de James A. McShane, commis, et Mary Catherine et Ann Maher, tous quatre de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans le but d'enlever tous doutes quant au titre des requérants sur cette certaine propriété immobilière connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, comme la partie nord-est du lot subdivision K, du lot officiel No 1625, donnée au père des requérants, feu Patrick Maher alias Meagher, par feu Dame Charles Phillips, par acte de donation passé devant Herbert S. Hunter, écuyer, notaire, le 8 août 1882, et enregistré dans la division d'enregistrement de Montréal Ouest, sous le No 107,292, le 16 août 1882.

ANTONIO PERRAULT,
Soliciteur des requérants.

Montréal, 15 février 1910.

877

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Joseph Désiré Adolphe Marcoux, de Beauport, dans le

Applications to the Legislature

NOTICE.

Notice is hereby given by Dame Anny Voyer, wife separate as to property of Eugène Leclerc, esquire, of Quebec, insurance agent, and duly authorized by her said husband, and by Monsieur François Xavier Faguy, priest, curé of the parish of Notre-Dame de Québec, acting as tutor to Marguerite Leclerc, minor child issue of the marriage of the said Eugène Leclerc, with the said Dame Anny Voyer that they will apply to the Legislature of Quebec, at its next session praying for the passing of a bill granting to them the power to borrow a sum of money for the purpose of paying the cost of the building of the house and other improvements made on the western portion of lot number 3223, of the cadastral plan of Saint-Jean ward, of the city of Quebec, and to hypothecate the portion of the said lot upon which the said house has been erected and improvements made to guarantee the loan, and to make the subdivision of the said lot for the purposes aforesaid.

ANNY VOYER-LECLERC,
EUG. LECLERC,
F. FAGUY priest.

Quebec, 14th February, 1910.

870

Notice is hereby given that Messrs. Hormidas Laporte, James Morgan, Raoul Dandurand, Jeffrey Burland and E. J. Chapleau will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, both in their own name and in that of the Citizens Association of Montreal, a body politic and corporate having its head office in Montreal, praying that all the articles of the charter which are incompatible or contrary to the provisions of the act 9 Ed VII, ch 82, be amended so as to have them in accord, and also to obtain certain amendments as to the reorganization and administration of the various departments of the municipal service, the constitution and organization of the board of control, the powers of the board of control and those of the council, and generally all amendments necessary for the organization of the new system created by the act 9 Ed. VII, chap 82, so as to assure the proper working of the new administration.

L. J. LORANGER,
AIME GEOFFRION,
Attorneys for applicants.

Montreal, 12th February, 1910.

884

Notice is hereby given that Bridget Henrietta Maher, wife separate as to property of James A. McShane, clerk, and Mary Catherine and Ann Maher, all four of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act for the purpose of removing all doubts as to the title of the applicants to that certain immovable property known and designated on the official plan and in the book of reference of Saint-Antoine ward, of the city of Montreal, as the north east part of lot subdivision K, of official lot No. 1625, donated to the applicants' father, the late Patrick Maher alias Meagher, by the late Mrs. Charles Phillips, by deed of donation passed before Herbert S. Hunter, esquire, notary, on the 8th August, 1882, and registered in the registration division of Montreal West, under No. 107,292, on the 16th August, 1882.

ANTONIO PERRAULT,
Solicitor for applicants.

Montreal, 15th February, 1910.

878

Public notice is hereby given that Joseph Désiré Adolphe Marcoux, of the parish of Beauport, in the district of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for

district de Québec, pour l'adoption d'un acte autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à candidater son brevet, l'admettre au nom de ses membres et lui donner sa licence pour pratiquer la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique dans cette province.

CYRILLE F. DELAGE,
Procureur du requérant.

Québec, 14 février 1910. 873

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné que L'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi amendant sa charte, 7 Edouard VII, ch. 114, et que les amendements qu'elle demandera sont relatifs à l'admission des membres, aux contributions, aux bénéfices accordés aux membres à leurs veuves et à leurs enfants, spécialement à la pension, à ses pouvoirs, à l'administration, au bureau de direction, aux assemblées et à l'augmentation des fonds de l'association et autres fins nécessaires au bon fonctionnement de la corporation.

J. J. BEAUCHAMP,
Avocat des requérants.

Montreal, 14 février 1910. 885

AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent donné par la ville de Fraserville, que la dite ville s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'un bill pour amender et refondre en entier la charte actuelle de la ville de Fraserville, telle qu'amendée jusqu'à date (3 Ed. VII, ch. 69, 1903).

Le dit bill décrètera, entre autre choses, que la ville de Fraserville sera, à l'avenir, régie par la "Loi des cités et villes, 1903", telle qu'édictee dans le statut 3 Ed. VII, ch. 38, 1903.

Le dit bill pourvoira aussi à que certains émoluments puissent être alloués au maire et aux échevins de la dite ville, après l'adoption de règlements à cet effet.

L'APOINTE & STEIN,
Procureurs de la ville de Fraserville.

Fraserville, 11 février 1910. 881

Avis public est par les présentes donné de la part de E. W. Poulin, marchand, propriétaire, résidant et contribuable du canton d'Auckland, Thomas Perron, Thomas Doyon, Jean Rouleau, Abraham Dodier, Joseph Perron, Hercule Caron, Tréfilé Lacourse, Joseph Fortier, Vital Vachon, Honoré Rouleau, Théodore Vallières et Pierre Rouleau, tous cultivateurs, du canton d'Auckland, propriétaires, résidents et contribuables, que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de détacher du canton d'Auckland district de Saint-François, les lots numéros dix-neuf, vingt, vingt et un (19, 20, 21), du sixième rang, et tous les lots des septième, huitième, neuvième, dixième et onzième rangs; et du canton de Clifton, district de Saint-François, les lots depuis y compris le numéro (16) jusqu'au numéro vingt-sept (27), inclusivement, du premier rang, depuis y compris le numéro (16) jusqu'au numéro vingt-trois (23), inclusivement, de chacun des deuxième et troisième rangs, et depuis y compris le numéro dix-huit (18) jusqu'au numéro vingt-trois (23), inclusivement, du quatrième rang, pour ériger ce territoire en municipalité de paroisse, sous le nom de la paroisse de Saint-Isidore d'Auckland. Ce territoire ayant été érigé en paroisse civile, sous le nom ci-dessus, le quatrième jour de janvier mil huit cent neuf.

JACOB NICOL,
Procureur des pétitionnaires.

Daté à Sherbrooke, 15 février 1909.

901

an act authorizing the college of physicians and surgeons of the province of Quebec to antedate his brevet, admit him amongst its members and to grant him the necessary license to practice medicine, surgery and obstetrics in this province.

CYRILLE F. DELAGE,
Attorney for petitioner.

Quebec, 14 février 1910. 874

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that the Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter, 7 Edward VII, ch. 114, and that the amendments that it will demand refer to the admission of members to assessments, to the benefits granted to the members, to their widows and their children, especially to the pension, to its powers, to the administration, to the board of directors, to the meetings, and to the augmentation of the funds of the association and other ends necessary to the good working of the corporation.

J. J. BEAUCHAMP,
Attorney for the petitioner.

Montreal, 14th February, 1910. 886

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given by the town of Fraserville, that the said town will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to have a bill passed to amend and re-fund the entire present charter of the town of Fraserville, such as amended to date. (3 Ed. VII, ch. 69, 1903).

The said bill shall decree, among other things, that the town of Fraserville shall henceforth be governed by the "Cities and Towns' Act, 1903", as enacted by Statute 3 Ed. VII, ch. 38, 1903.

The said bill shall also provide for the salaries that may be given to the mayor and aldermen of the said town, after the passing of a by-law to that effect.

L'APOINTE & STEIN,
Attorneys for the town of Fraserville.

Fraserville, 11th February, 1910. 882

Public notice is hereby given on behalf of E. W. Poulin, trader, resident proprietor and rate payer of the township of Auckland, Thomas Perron, Thomas Doyon, Jean Rouleau, Abraham Dodier, Joseph Perron, Hercule Caron, Tréfilé Lacourse, Joseph Fortier, Vital Vachon, Honoré Rouleau, Théodore Vallières and Pierre Rouleau, all farmers, of the township of Auckland, residents, proprietors and rate-payers, that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to detach from the township of Auckland, district of Saint Francis, the lots numbers nineteen, twenty, twenty one (19, 20, 21) of the sixth range, and all the lots of the seventh, eighth, ninth, tenth and eleventh ranges; and from the township of Clifton, district of Saint Francis, the lots including the number sixteen (16) to number twenty seven (27), inclusively, of the first range, the lots including number sixteen (16) to number twenty three (23), inclusively, of each of the second and third ranges, and from and including number eighteen (18) to number twenty three (23), inclusively, of the fourth range, to erect this territory into a parish municipality under the name of the parish of Saint Isidore d'Auckland. This territory having been erected into a civil parish under the above name, on the fourth day of January, nineteen hundred and ten.

JACOB NICOL,
Attorney for petitioners.

Dated at Sherbrooke, this 15th day of February,

1910.

902

Avis est par les présentes donné que les syndics de la paroisse de Saint Paul de Montréal, autorisés par les free-tenanciers, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un acte, pour la reconstruction de l'église incendiée le 12 octobre 1907, pour amender la loi 63 Vict., ch. 96, de façon à employer l'argent des assurances à la dite reconstruction et pour d'autres fins s'y rapportant; pour amender la loi 1 Ed. VII, chap. 83, afin de changer la date de la cotisation; pour ratifier la nomination des nouveaux syndics choisis par les free-tenanciers pour la reconstruction de la dite église, avec pouvoirs de faire des emprunts et assumer les obligations nécessaires à la dite reconstruction et autres pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de l'œuvre.

L. A. EUDORE GODIN,

853

Avocat des requérants.

Avis public est par les présentes donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle des Scieries Mécaniques" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendante l'article 8 de la loi 9 Edouard VII, chapitre 123, statuts de Québec.

La Cie d'Ass. Mut. des Scieries Mécaniques,

JOSEPH HEBERT,

Sec.-gérant.

Longueuil, 11 février 1910.

849

Avis est par les présentes donné que la ville de Bordeaux demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendante sa charte d'incorporation, à l'effet de décréter l'annexion de la dite ville de Bordeaux à la cité de Montréal, aux conditions demandées par le conseil de la dite ville, et pour d'autres fins.

J. A. HAMELIN,

Secrétaire-trésorier de la ville

de Bordeaux.

Montréal, 10 février 1910.

851

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'incorporer une compagnie avec un capital de \$20 000 000, sous le nom de "The Montreal Underground and Elevated Railway", avec pouvoir de construire et mettre en opération par l'électricité ou autre pouvoir moteur, des chemins de fer souterrains et élevés à travers la cité et l'île de Montréal; construire des tunnels, viaducs, voies souterraines, ponts et tous autres travaux requis ou jugés à propos pour l'entrepris de la compagnie; acquérir et développer des pouvoirs d'eau et toutes autres sources d'énergie, et construire et mettre en opération des lignes de transmission de là à la cité de Montréal; acquérir, en vertu des dispositions des statuts révisés concernant les chemins de fer, tous les droits de passage et de terrains acquis pour les fins de la compagnie; construire ou acquérir et mettre en opération des lignes de télégraphe et de téléphone et toutes autres lignes pour la transmission et distribution de l'électricité pour pouvoir, éclairage et chauffage, et de l'air comprimé ou autre énergie pour les fins de la compagnie, et de transmettre, distribuer du surplus des dits pouvoir et énergie et en disposer; acquérir des droits de patente et franchise pour les fins des travaux autorisés, et de les vendre et les céder, s'amalgamer et faire le trafic ou autre arrangement avec chemins de fer ou autres compagnies, et acheter, prendre, louer ou acquérir autrement la propriété, droits et franchise de toute autre compagnie ou compagnies, et de louer ou vendre à toute autre compagnie ou compagnies, la propriété, droits et franchises de la compagnie, emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations, débiteures ou autres garanties, ensemble avec tous les autres pouvoirs ordinaires.

T. P. BUTLER,

Procureur des requérants.

Montréal, 14 février 1910.

895

Notice is hereby given that the trustees of the parish of Saint Paul de Montreal, authorized by the free-holders, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to rebuild the church burned on the 12th October, 1907, to amend the act 63 Vict., ch. 96 in such manner as to employ the insurance money received for the said rebuilding and for other purposes in connection therewith; to amend the act 1 Ed. VII, ch. 83, for to change the date of the assessment; to ratify the appointment of the new trustees chosen by the freeholders for the rebuilding of the said church, with power to make loans and assume the necessary obligations for the said rebuilding and other powers necessary for the accomplishment of the work.

L. A. EUDORE GODIN,

854

Attorney for petitioners.

Public notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle des Scieries Mécaniques" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend article 8 of the law 9 Edward VII, chap. 123, of the province of Quebec.

"La Cie d'Ass. Mut. des Scieries Mécaniques".

JOSEPH HEBERT,

Sec.-manager.

Longueuil, 11th February, 1910.

850

Notice is hereby given that the town of Bordeaux will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act amending its charter of incorporation, for the purpose of enacting the annexion of the said town of Bordeaux to the city of Montreal, upon the condition asked by the council of the said town, and for other purposes.

J. A. HAMELIN,

Sec.-Treas.

Montreal, 10th February, 1910.

852

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating a company with a capital of \$20,000,000, under the name of the "Montreal Underground & Elevated Railway", with power to build and operate by electricity or other motive power, underground and elevated railways through the city and the island of Montreal; to construct tunnels, viaducts, subways, bridges and any other works required or deemed advantageous for the undertaking of the company; to acquire and develop water powers and any other sources of energy, and to build and operate transmission lines therefrom to the city of Montreal; to acquire under the provisions of the revised statutes respecting railways, all right of way and lands required for the purposes of the company; to construct or acquire and to operate telegraph and telephone lines and all other lines for the transmission and distribution of electricity for power, lighting and heating, and of compressed air or other energy for the purposes of the company, and to transmit, distribute and dispose of the surplus of such power and energy; to acquire patent rights and franchises for the purposes of the works authorized, and to sell and assign the same, to connect with and make traffic or other arrangements with railway or other companies, and to purchase, take over, lease or otherwise acquire the property, rights and franchises of any other company or companies, and to lease or sell to any other company or companies the property, rights and franchises of the company, to borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities, together with all other powers as are customary.

T. P. BUTLER,

Attorney for applicants.

Montreal, 14th February, 1910.

896

Avis est par le présent donné par Charles Adam, cultivateur, et son épouse, Dame Angéline Plouffe, de Saint-Félix de Valois, qu'ils demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour résoudre les doutes qui peuvent s'élever sur le sens d'une certaine clause comportant substitution, contenue dans un acte de donation entrevus en date du 25 février 1869, par Louis Savignac à Charles Adam et uxor, tous deux de Saint-Félix de Valois, devant M^{re} M. Crépeau, notaire public, enregistré à Joliette, No. 14339, et permettre ainsi au dit Charles Adam, d'aliéner valablement les immeubles mentionnés au dit acte de donation.

J. A. GADOURY, N. P.,
Procureur des requérants.
Saint-Gabriel de Brandon, 12 février 1910. 887

AVIS.

Les personnes ci-après nommées, savoir : M. J. Alfred Prendergast, banquier, de Montréal ; Joseph Versailles, courtier, de la Pointe-aux-Trembles ; J. T. Rémus Laurendeau, financier, de Montréal ; Gabriel Hurtubise, ingénieur civil, de Montréal, et Jean Versailles, courtier, de la Pointe-aux-Trembles, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'incorporation d'une compagnie, sous le nom de "La Compagnie du Boulevard de Montréal-Est", avec droit de construire un boulevard depuis Montréal jusqu'à l'extrémité nord-est de l'île de Montréal, avec tramways, lumière électrique, aqueduc, parcs, bassins et résidences privées, et avec droit d'expropriation et autres droits accessoires, et pour d'autres fins.

LAMOTHE & ST-JACQUES,
Procureurs des requérants.
Montréal, 14 février 1910. 889

Avis est donné que MM. J. T. Rémus Laurendeau, financier, de Montréal ; Joseph Versailles, courtier, Jean Versailles, courtier, Cyrille Durocher, cultivateur, ces trois derniers de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal ; J. A. Paquin, notaire, de Montréal, et autres personnes, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'érection en municipalité de ville, tant pour fins municipales que scolaires, d'un certain territoire situé en la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, et comprenant les numéros originaux 82, 83, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 47, 48, 49 et 19, du cadastre de la dite paroisse de la Pointe-aux-Trembles, sous le nom de "La Ville de Montréal Est", avec les pouvoirs accordés par l'acte des cités et villes, sauf quelques changements, et pour autres fins.

LAMOTHE & ST-JACQUES,
Procureurs des requérants.
Montréal, 14 février 1910. 891

Avis est par le présent donné que nous demandons à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'incorporation d'une école industrielle pour filles, à Hatley, aux termes du testament de feu^e Dlle Emilie Bacon.

REV. A. STEVENS,
J. P. BOWEN,
387-5 Syndics.

La société de "The Montreal General Hospital" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de consolider, amender ou révoquer, en tout ou en partie, la charte existante de la société, et si il est jugé à propos d'incorporer de nouveau la société avec pouvoir, en tout cas, entre autres choses de maintenir et mettre en opération un ou plusieurs hôpitaux avec toutes les dépendances nécessaires ; et aux fins d'acquiescer, par tous les moyens légaux les biens, meubles et immeubles et tous autres biens et les aliéner en aucune manière légale et en acquiescer d'autres ou remplacement d'iceux, et garan-

Public notice is hereby given by Charles Adam, farmer, and his wife, Dame Angéline Plouffe, of Saint-Félix de Valois, that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain an act solving the doubts which can arise on the meaning of a certain clause purporting substitution contained into an act of donation *entrevus*, dated 25th February, 1869, by Louis Savignac to Charles Adam et uxor, both of Saint-Félix de Valois, before Mr. Crépeau, notary public, registered in Joliette, No. 14339, and thus allowing said Charles Adam to alienate in a valid manner the immovables mentioned into the above act of donation.

J. A. GADOURY, N. P.,
Attorney for petitioners.
St Gabriel de Brandon, 12th February, 1910. 888

NOTICE.

The hereinafter named persons, namely ; M. J. Alfred Prendergast, banker, of Montreal ; Joseph Versailles, broker, of Pointe-aux-Trembles ; J. T. Rémus Laurendeau, financier, of Montreal ; Gabriel Hurtubise, civil engineer, of Montreal, and Jean Versailles, broker, of Pointe-aux-Trembles, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, praying for the incorporation of a company, under the name of "La Compagnie du Boulevard de Montréal-Est", with right to construct a boulevard from Montreal to the north east extremity of the Island of Montreal, with tramways, electric light, water works, parks, basins and private residences, and with right of expropriation and other accessory rights, and for other purposes.

LAMOTHE & ST-JACQUES,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 14th February, 1910. 890

Notice is given that Messrs. J. T. Rémus Laurendeau, financier, of Montreal ; Joseph Versailles, broker, Jean Versailles, broker, Cyrille Durocher, farmer, the three latter of Pointe-aux-Trembles, district of Montreal ; J. A. Paquin, notary, of Montreal, and other persons, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, praying for erection into a town municipality, both for municipal and school purposes, as a certain territory situate in the parish of Pointe-aux-Trembles, district of Montreal, and comprising primitive numbers 82, 83, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 47, 48, 49 and 19, of the cadastre of the said parish of Pointe-aux-Trembles, under the name of "The Town of Montreal Est", with the powers granted by the cities and towns' act, except some changes, and for other purposes.

LAMOTHE & ST-JACQUES,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 14th February, 1910. 892

Notice is hereby given that we will apply at the next session of the Legislature of the province of Québec, for the incorporation of a Girl Industrial school, at Hatly, under the terms of the will of the late Miss Emily Bacon.

REV. A. STEVENS,
J. P. BOWEN,
388 Trustees.

The society of the Montreal General Hospital will apply at the next session of the Legislature of the province of Québec, for an act to consolidate, amend or repeal, in whole or in part, the existing charter of the society, and if deemed requisite, to re-incorporate the society, with power, in any case, amongst other things, to maintain and carry on one or more hospitals with all needed dependencies ; and for such purpose to acquire, by all legal means, property, moveable and immovable, personal and real, and any other assets, and the same to alienate in any lawful manner and to acquire other in replacement thereof, and any and all such property to

tir et hypothéquer aucune et toute telle propriété ; s'amalgamer avec une ou plusieurs institutions ; faire un travail semblable ; emprunter tous les fonds nécessaires et émettre des obligations ou débiteures de temps en temps suivant la nécessité requise ; faire tous les règlements pour l'administration et la gouvernance de l'hôpital et les amender ou révoquer ; fixer et déterminer quel sera le bureau de direction de l'hôpital et tous les droits et privilèges de telle personne ou personnes qui peuvent contribuer aux fonds ou propriété de l'hôpital ; déterminer les droits et privilèges de telles personnes qui peuvent y avoir contribué autrefois, et en général la concession de tous tels pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour maintenir et mettre en opération tel hôpital et hôpitaux et dépendances.

SELKIRK CROSS,

Solliciteur de la requérante.

Montréal, 4 février 1910. 701-2

A VIS,

Le sousigné, originaire de la ville de Richmond, présentera un projet de loi, à la prochaine session de Québec, pour être admis à la pratique de la médecine, après examen. Il a obtenu l'autorisation du collège de médecins.

ERNEST POULIN.

Montréal, 10 février 1910. 817-2

Avis public est par le présent donné qu'une demande a été faite à la législature de la province de Québec à sa prochaine session par le médecin sousigné pour obtenir un acte ayant pour effet d'antidater son brevet et lui permettre de pratiquer la médecine.

S. ORTENBERG.

Québec, 8 février 1910. 729 2

Avis est par le présent donné que "The Sherbrooke Street Railway Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte concernant les affaires suivantes :

- 1° Le nom de la compagnie ;
- 2° Le principal bureau de la compagnie ;
- 3° Les pouvoirs de la compagnie concernant :

Le consentement des municipalités pour l'exercice des dits pouvoirs ;

Le territoire dans lequel les dits pouvoirs peuvent être exercés ;

Emprunt ;

L'étendue de terres qui peut être acquise par la compagnie ;

Le privilège de la compagnie dans l'usage de ses voies ;

L'approbation des actionnaires requise en certains cas.

ANTONIO PERRAULT,

Solliciteur de la compagnie.

Sherbrooke, 8 février 1910. 739-2

Avis public est par les présentes donné que Dame Emma Zaïde Beaudry, veuve de Louis Fréchette de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander une loi ratifiant et validant un certain acte de vente d'une propriété dépendant de la succession de feu Hercule Beaudry, passé devant H. A. A. Brault, N. P., le 30 avril 1894, déclarant valide le remploi de partie du prix de vente fait par le dit Louis Fréchette et dispensant la requérante de faire remploi pour la balance du dit prix de vente.

H. A. BEIQUE,

Procureur de la requérante.

Montréal, 8 février 1910. 779-2

pledge and hypothecate ; to amalgamate with one or more institutions carrying on work of a similar nature ; to borrow all needful funds and to issue bonds or debentures from time to time, as occasion may require ; to make all by-laws and regulations for the management and government of the hospital and the same to amend or repeal ; to fix and determine what shall be the governing body of the hospital and any rights and privileges of such person or persons as shall contribute to the funds or property of the hospital ; to determine the rights and privileges of such persons as may have heretofore contributed thereto, and generally for the granting of all such powers as may be necessary to maintain and carry on such hospital or hospitals and dependencies.

SELKIRK CROSS,

Solicitor for applicant.

Montreal, 4th February, 1910. 702

NOTICE.

The undersigned, a native of the town of Richmond, will present the draft of a bill, at the next session of Québec, to be admitted to the practice of medicine, after examination. He has obtained the authorization of the college of physicians.

ERNEST POULIN,

Montreal, 10th February, 1910. 818

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, by the undersigned physician for the passing of a bill having the effect of antedating his brevet and permitting him the practice of medicine.

S. ORTENBERG.

Québec, 8th February, 1910. 730

Notice is hereby given that The Sherbrooke Street Railway Company will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act amending its charter with respect to the following matters :

1. The name of the company ;
2. The head office of the company ;
3. The company's powers respecting :

The consent of municipalities for the exercise of such powers ;

The territory within which such powers may be exercised ;

Borrowing ;

The extent of lands which may be acquired by the company ;

The privilege of the company in the use of its tracks ;

The approval of shareholders required in certain cases.

ANTONIO PERRAULT,

Solicitor for the company.

Sherbrooke, 8th February, 1910. 740

Public notice is hereby given that Dame Emma Zaïde Beaudry, widow of Louis Fréchette, of the city of Montréal, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to ratify and validate a certain deed of sale of a property dependent of the succession of the late Hercule Beaudry, made and passed before H. A. A. Brault, N. P., the 30th April, 1894, and declaring valid the replacement of part of the price of sale made by the said late Louis Fréchette and exempting the petitioner from making a replacement of the balance of the said price of sale.

H. A. BEIQUE,

Attorney for petitioner.

Montreal, 8th February, 1910. 780

Avis est donné que John Tiffin, journaliste, George Tiffin, bourgeois, du village de Beauvillage, de la Longue-Pointe, district de Montréal, Kate Tiffin, des cité et district de Montréal, épouse de Hugh Rowley chauffeur, du même lieu, et de ce dernier dûment autorisée, Anny Tiffin, de la ville de la Longue-Pointe, dit district, épouse de Joseph Chaussé, peintre, du même lieu, autorisant son épouse, William Tiffin, charpentier, de la cité de Toronto, tous en leur qualité de grevés de substitution créée aux termes du testament de feu John Tiffin, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte pour faire ratifier la vente d'une terre connue sous le numéro 409, du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, et sous le numéro 70, du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, pour les autoriser à retirer le prix de vente et en donner quittance finale sans que les acheteurs voient au renvoi, à limiter leur privilège de bailleurs de fonds, et pour autres fins s'y rapportant.

ALPHONSE DÉCARY

Procureur des requérants

Montréal, 8 février 1910. 735-2

Avis public est par la présente donné que la Ville de Montcalm s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte (8 Ed. VII, ch. 99) entr'autres les suivants : définir plus amplement ses droits pour régler la construction des maisons (3 Ed. VII, ch. 38, No. 383); pour l'ouverture, l'élargissement et l'entretien des rues (3 Ed. VII, ch. 38, No. 386); pour prendre sous son contrôle exclusif les chemins ou rues publics déjà existants dans ses limites territoriales, et pour autres amendements, à sa loi d'incorporation.

P. J. JOLICEUR,

813-2 Procureur de la Ville Montcalm.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer l'Hôpital Général de Lachine, avec les pouvoirs généralement accordés à telles institutions.

WHITE & BUCHANAN,

Procureurs des requérants.

Montréal, 8 février 1910 793-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Charles W. Lindsay, Phillip E. Layton et autres, pour obtenir une loi afin d'incorporer l'Association de Montréal pour les aveugles, dans le but d'établir une école et ateliers pour l'instruction, l'éducation et assistance aux aveugles dans cette province.

BUSTEED & LANE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 8 février 1910. 791-2

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature, à sa prochaine session, par M. Andronique Lafond, E. E. M., pour obtenir une loi lui permettant d'antidater son brevet et de pratiquer la médecine, après examen.

MORAU & SAVARD,

Procureurs du requérant.

Québec, 26 janvier 1910. 585-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir l'érection en municipalité distincte, sous le nom de "Municipalité de la partie est du canton d'Ely", dans le comté de Shefford, de tout : Ce territoire situé dans le comté de Shefford, formant présentement partie de la municipalité du canton d'Ely, composé des lots numéros un jusqu'à quatre-vingt-trois (1 à 83), inclusivement, du premier rang de la dite municipalité du canton d'Ely, des lots cent dix à cent soixante et un (110 à 161), inclusivement, du deux-

Notice is given that John Tiffin, laborer, George Tiffin, gentleman, of the village of Beauvillage, de la Longue-Pointe, district of Montreal, Kate Tiffin, of the city and district of Montreal, wife of Hugh Rowley, fire-man, of the same place, from the latter duly authorized, Anny Tiffin, of the town of Longue-Pointe, said district, wife of Joseph Chaussé, painter, of the same place, authorizing his wife, William Tiffin, carpenter, of the city of Toronto, all in their quality of institutes to the substitution created by the terms of the last will and testament of the late John Tiffin, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify the sale of a farm known under number 409, of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, and under the number 70, of the cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles, to authorize them to withdraw the price of sale, and give a final discharge to the buyer, who shall not be bound to supervise the reinvestment to limit their privilege as vendors and for other purposes connected therewith.

ALPHONSE DÉCARY,

Attorney for petitioners.

Montreal, 8th February, 1910. 736

Public notice is hereby given that the Town of Montcalm will apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain amendments to its charter (8 Ed. VII, ch. 99), the following amongst others : to define more fully its rights to regulate the construction of houses (3 Ed. VII, ch. 38, No. 383); for the opening, widening and maintenance of the streets (3 Ed. VII, ch. 38, No. 386); to take under its exclusive control the roads or public streets already existing within its territorial limits, and for other amendments, to its act of incorporation.

P. J. JOLICEUR,

Attorney for the Town of Montcalm.

814

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the Lachine General Hospital with the powers generally granted to such institutions.

WHITE & BUCHANAN,

Attorneys for applicants.

Montreal, 8th February, 1910. 794

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Charles W. Lindsay, Phillip E. Layton and others, for an act to incorporate the Montreal Association for the blind, with the object of establishing a school and work shops for the instruction, education and assistance of the blind in this province.

BUSTEED & LANE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 8th February, 1910. 792

Notice is hereby given that Mr. Andronique Lafond will apply to the Legislature, at its next session, for an act to antedate his brevet, and permit him to practice medicine, after examination.

MORAU & SAVARD,

Attorneys for petitioner.

Quebec, 26th January, 1910. 586

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, a demand will be made to the effect of obtaining the erection in a distinct municipality, under the name of the "Municipality of the east part of the township of Ely", in the county of Shefford, of all : This territory situated in the county of Shefford, actually forming part of the municipality of the township of Ely, and being lots numbers one to eighty three (1 to 83) inclusively, of the first range of said municipality of the township of Ely, lots numbers one hundred and ten to one hundred and sixty one

ième rang de la dite municipalité du canton d'Ely, lots connus sous tels numéros suivant les plan et livre de renvoi officiels du canton d'Ely. Tout ce territoire situé dans le comté de Sh. ford, formant présentement partie de la municipalité de la partie nord du canton d'Ely, composé des lots quatre-vingt-quatre à quatre-vingt-seize (84 à 96), inclusivement, du premier rang de la dite municipalité de la partie nord du canton d'Ely, des lots numéros cent-soixante et deux à cent-soixante et treize (162 à 173) inclusivement, du deuxième rang de la dite municipalité de la partie nord du canton d'Ely, lots connus sous tels numéros suivant les plan et livre de renvoi officiels du canton d'Ely. Tout ce territoire susdit borné au nord par la municipalité de la partie nord du canton d'Ely à l'est par le canton de Brompton, dans le comté de Richmond, à l'ouest par la municipalité de la partie nord du canton d'Ely et par la municipalité du canton d'Ely, et au sud par le canton de Stukely.

ROMULUS CLOUTIER,

Avocat des requérants

Daté ce 29 janvier 1910. 591-3

Avis public est par les présentes donné que de grande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par M. Jos. A. Deschênes, E. E. M., pour obtenir une loi ayant pour effet d'antédater son brevet et lui permettre de pratiquer la médecine après examen.

THOMAS VIEN,

Procureur du requérant.

Québec, 19 janvier 1910. 405-5

Avis public est par les présentes donné que "L'Union des Commis Marchands de la cité de Montréal" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi modifiant et refundant la loi 57 Victoria, chapitre 78 changeant le nom de "L'Union des Commis Marchands de la cité de Montréal" en celui de "L'Union du Commerce", accordant le pouvoir d'établir des succursales dans tout endroit de la province et des pouvoirs plus étendus sur toute matière se rapportant aux fins de la dite corporation.

LAURENDEAU, PELLETIER

& PELLETIER,

Avocats de la requérante.

Montréal, 3 février 1910. 699-2

AVIS.

Demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi d'incorporation sous le nom de "The Old Boys of Bishop's College School", par le Très Révérend Doyen de Québec John Hamilton, Robert Campbell, O. M. Holt, G. R. Hooper et autres.

385-4

Avis est par les présentes donné que M. Stephen Langevin, des cité et district de Montréal, demandera à la législature de cette province, à sa prochaine session, l'adoption d'un bill aux fins d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine.

DESAULNIERS & VALLÉE,

Procureurs du dit Stephen Langevin.

Montréal, 22 janvier 1910. 657-3

AVIS.

Le soussigné, originaire de la paroisse de Saint-Barnabé, comté de Saint-Maurice, présentera un projet de loi, à la prochaine session de Québec, pour être admis à la pratique de la médecine, après examen. Il a obtenu l'autorisation du bureau des médecins.

EUGENE BELLEMARE, E. E. M.

Montréal, 26 janvier 1910. 659-3

(110 to 161), inclusively, of the second range of said municipality of the township of Ely, lots known as such numbers according to the plan and book of reference of the township of Ely. All this territory situated in the county of Sh. ford, actually forming part of the municipality of the north part of the township of Ely being lots numbers eighty four to nine y six (84 to 96), inclusive y of the first range of said municipality of the north part of the township of Ely, lots number one hundred and sixty two to one hundred and seventy three (162 to 173, inclusive y, of the second range of said municipality of the north part of the township of Ely, lots known as such numbers according to the plan and book of reference of the township of Ely. All this territory bounded north by the municipality of the north part of the township of Ely, east by the township of Brompton, in the county of Richmond, west by the municipality of the north part of the township of Ely and by the municipality of the township of Ely, and south by the township of Stukely.

ROMULUS CLOUTIER,

Attorney for petitioners.

Dated this 29th January, 1910. 592

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, by Mr Jos. A. Deschênes, medical student, for an act to antedate his brevet and permit him to practise medicine, after examination.

THOMAS VIEN,

Attorney for petitioner.

Quebec, 19th January, 1910. 406

Public notice is hereby given that "L'Union des Commis Marchands de la cité de Montréal" will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to revise and consolidate the act 57 Victoria, chapter 78, giving the name of "L'Union du Commerce" to said corporation instead of "L'Union des Commis Marchands de la cité de Montréal", granting the power of establishing branches in any place in the province and granting additional powers upon any matter regarding the object of said corporation.

LAURENDEAU, PELLETIER

& PELLETIER,

Advocates for the petitioner.

Montreal, 3rd February, 1910. 700

NOTICE.

Application will be made, at the next session of the Legislature of the province of Québec, for an act of incorporation under the name of The Old Boys of Bishop's College School, by the Very Reverend the Dean of Québec, John Hamilton, Robert Campbell, O. M. Holt, G. R. Hooper and others.

386

Notice is hereby given that Mr. Stephen Langevin, of the city and district of Montréal, will apply to the Legislature of this province, at its next session, for the passing of a bill authorizing the college of physicians and surgeons to admit him to the practice of medicine.

DESAULNIERS & VALLÉE,

Attorneys for said Stephen Langevin.

Montreal, 22nd January, 1910. 658

NOTICE.

The undersigned, of the parish of Saint-Barnabé, county of Saint-Maurice, will present a bill, at the next meeting of the House of Québec, to be admitted to the practice of medicine, after examination. Authorization to present the said bill was given by the board of surgeon.

EUGENE BELLEMARE, E. E. M.

Montreal, 26th January, 1910. 660

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier certaines conventions consenties entre la dite compagnie du chemin de fer et la cité de Montréal, et pour autoriser la cité de Montréal à prolonger le terme du loyer de certaines rues à la dite compagnie de chemin de fer pour le terme de quatre-vingt-dix-neuf années, tel que pourvu par les dites conventions.

RODOLPHE PARADIS,

Procureur de la requérante.

Montréal, 3 février 1910.

651-3

Avis public est par le présent donné par MM. Albert E. Taylor, marchand, Purvis Macdougall, agent de change, J. Hector Mackay, agent d'assurance, A. C. Abernethy, commis de banque, John Beckingham, imprimeur, William Blair, teneur de livres, D. McLaren Brophy, agent manufacturier, William Cleland, jr., agent d'assurance, James Cooper, agent d'assurance, Archibald McAllister, imprimeur, John H. M. Robertson, manufacturier et Robert S. Weir, manufacturier, tous de la dite cité de Montréal, agissant personnellement et en leur qualité de syndics de l'église Saint-Gabriel et par MM. Oliver W. Barwick, marchand, et Daniel L. Hislop, marchand, de la dite cité de Montréal, agissant personnellement et en leur qualité de syndics de l'église Chalmers et autres s'adresseront à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte des syndics de l'église Saint-Gabriel, 27-28 Victoria (Canada) chapitre 161, pour confirmer un acte de vente des dits syndics de l'église Saint-Gabriel à Jacob A. Jacobs, passé devant R. B. Hutchison, N. P., le 16 juin 1909, pour ratifier et confirmer l'amalgamation des dites églises Saint-Gabriel et Chalmers, pour incorporer "The First Presbyterian Church of Montreal" (Saint-Gabriel Chalmers, United), et pour ratifier le transport de tous les biens et obligations des dits syndics des dites églises Saint-Gabriel et Chalmers, et déclarer la dissolution des dits syndics de l'église Saint-Gabriel, et pour autres fins.

HICKSON, CAMPBELL & COUTURE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 18 décembre 1909.

23.7

Avis public est par les présentes donné que Dame Alexina Martin, épouse séparée de biens d'Armand Lalonde, agent de chemin de fer, et ce dernier pour autoriser son épouse, Dame Corinne Martin, épouse séparée de biens de Joseph B. de Boucherville, avocat, et ce dernier pour autoriser son épouse, Gustave Martin, marchand, Charles Martin, marchand, et Rodolphe Martin, marchand, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander une loi ratifiant et validant un certain acte de partage et division de la succession de feu Pierre Paul Martin, passé devant Ph. Beaudouin, notaire, le trois février 1910.

JOSEPH B. DE BOUCHERVILLE,

Procureur des requérants.

Montréal, 3 février 1910

653-3

AVIS.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la loi 7 Édouard VII, chapitre 86, de la province de Québec, intitulée : Loi constituant en corporation "The Little Nation River Railway Company", aux fins suivantes : prolonger ou changer la limite nord de sa ligne principale, et étendre les délais pour commencer à procéder avec les travaux.

H. A. FORTIER

679-3

Avocat de la requérante.

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to ratify certain agreements entered into between the said railway company and the city of Montreal, and to authorize the city of Montreal to extend the term of the lease of certain streets to the said railway company for the term of ninety-nine years, as provided in said agreements.

RODOLPHE PARADIS,

Attorney for applicants.

Montreal, 3rd February, 1910.

652

Public notice is hereby given by Messrs. Albert E. Taylor, merchant Purvis Macdougall, stock broker, J. Hector Mackay insurance agent, A. C. Abernethy, bank clerk, John Beckingham, printer, William Blair, book-keeper, D. McLaren Brophy, manufacturers' agent, William Cleland, jr., insurance agent, James Cooper, insurance agent, Archibald McAllister, printer, John H. M. Robertson, manufacturer and Robert S. Weir, manufacturer, all of the said city of Montreal, heretofore acting both personally and in their quality of trustees of the Saint Gabriel Church, and by Messrs. Oliver W. Barwick, merchant, and Daniel S. Hislop, merchant, of the said city of Montreal, heretofore acting both personally and in their quality trustees of Chalmers Church and others, that they will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to amend the charter of the trustees of the Saint Gabriel Church, 27-28 Victoria (Canada) chapter 161, to confirm a deed of sale from the said trustees of Saint Gabriel Church to Jacob A. Jacobs, passed before R. B. Hutchison, N. P., the 16th June, 1909, to ratify and confirm the amalgamation of the said Saint Gabriel Church and Chalmers Church, to incorporate "The First Presbyterian Church of Montreal" (Saint Gabriel Chalmers United) and to ratify the transfer to it of all the assets and liabilities of the said trustees of the said Saint Gabriel Church and of Chalmers Church, to declare the dissolution of the said trustees of the Saint Gabriel church, and for other purposes.

HICKSON, CAMPBELL & COUTURE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 18th December, 1909.

24

Public notice is hereby given that Dame Alexina Martin, wife separate as to property of Armand Lalonde, railway agent, and the latter for the purpose of authorising his said wife, Dame Corinne Martin, wife separate as to property of Joseph B. de Boucherville, advocate, and the latter for the purpose of authorising his said wife, Gustave Martin, merchant, Charles Martin, merchant, Rodolphe Martin, merchant, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Québec, at its next session, for an act to ratify and make valid a certain deed of partage and division of the estate of the late Pierre Paul Martin, executed before Ph. Beaudouin, notary, on the third of February, 1910.

JOSEPH B. DE BOUCHERVILLE,

Attorney for applicants.

Montreal, 3rd February, 1910.

654

NOTICE,

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to amend the act 7 Edward VII, chapter 86, of the province of Québec, entitled an "Act incorporating The Little Nation River Railway Company", for the following purposes: to lengthen or change the north end of its main line, and to extend the delays for the beginning and completion of its construction.

H. A. FORTIER,

680

Attorney for the petitioner.

AVIS.

Le soussigné, originaire de la ville de New-Haven, Connecticut, présentera un projet de loi, à la prochaine session de Québec, pour être admis à la pratique de la médecine. Il a obtenu l'autorisation du collège des médecins.

ROBERT ST-JACQUES.

Montréal, 10 février 1910. 819-2

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville de Grand'Mère, connue sous le nom de "le maire et les conseillers de la ville de Grand'Mère", présentera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un bill pour obtenir la révision et la refonte des lois qui la régissent pour agrandir son territoire, lui permettre de modifier la durée du terme d'office du maire et de celui des échevins, la soumettre aux dispositions de la loi des cités et villes de 1903, sauf certaines modifications quant aux qualifications pour occuper les charges municipales, l'époque des élections, le paiement des taxes relativement aux élections; quant aux vacances des charges de maire et d'échevins; quant à l'approbation des règlements municipaux; quant au pouvoir de réglementation concernant la vente des liqueurs, la fermeture des débits de liqueurs, des hôtels, des magasins, la prohibition des jeux d'argent, la vente des pétards et de pièces pyrotechniques; pour fixer le prix des licences; pour l'entretien et la confection des trottoirs; pour l'agrandissement et l'embellissement des rues; quant au pouvoir d'acquiescer et d'exploiter les systèmes d'éclairage; de construire des ponts faire des emprunts à cet effet, de pourvoir à leur location, au taux de péage et aux impositions d'amende; quant aux estimateurs et au rôle d'évaluation; quant au pouvoir de taxer; la perception des taxes; quant aux biens non imposables; quant au pouvoir de taxer les clubs, les maisons de jeux; pour l'autoriser à prélever des taxes sur les poteaux dans les rues et les places publiques; quant à l'imposition de taxes sur toutes personnes étrangères travaillant dans la ville; de lui permettre de faire des emprunts et d'en réglementer le mode; quant aux expropriations et nominations d'arbitres; quant au pouvoir de réglementation concernant l'achat et les travaux d'égout et d'aqueduc; quant aux privilèges de la corporation; et la soumettre aux dispositions de la loi de 1905 qui la concerne.

TESSIER & LACOURSI RE,

Procureurs de la corporation
de la ville de Grand'Mère.

Trois-Rivières, 8 février 1910. 777-2

Avis est par les présentes donné de la part de Raoul du Tremblay, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte pour ratifier et confirmer les titres d'acquisition et ceux de ses auteurs de parts, droits et propriétés de la commune de l'ancienne seigneurie de Sainte-Anne de la Pérade, étant les Nos 43 et 46 du cadastre de la dite paroisse, pour déterminer ou voir aux moyens de déterminer les droits des autres intéressés de la dite commune, pourvoir à la gouverne et partage de la dite commune et autres fins.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,

Procureurs du requérant.

Québec, 10 février 1910. 829-2

AVIS.

Le soussigné, originaire de la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, présentera un projet de loi, à la prochaine session de Québec, pour être admis à la pratique de la médecine. Il a obtenu l'autorisation du collège des médecins.

FRANÇOIS LOUIS DEMERS.

Montréal, 10 février 1910. 821-2

NOTICE.

The undersigned, a native of the town of New Haven, Connecticut, will present the draft of a bill, at the next session of Québec, to be admitted to the practice of medicine. He has obtained the authorization of the college of physicians.

ROBERT ST-JACQUES.

Montreal, 10th February, 1910. 829

Notice is hereby given that the corporation of the town of Grand'Mère, known under the name of "The Mayor and the Councillors of the town of Grand'Mère", will present to the Legislature of the province of Québec, at its next session, a bill to obtain the revision and consolidation of the laws governing it, to enlarge its territory, to permit it to modify the period of the term of office of the mayor and that of the councillors, to submit it to the provisions of the cities and towns' act, 1903, except certain modifications as to the qualifications for filling municipal offices the date of the elections; the payment of taxes in relation to the elections; as to the vacancies in the offices of mayor and aldermen; as to the approval of the municipal by-laws; as to the power of making regulations respecting the sale of liquors, the closing of liquors, shops, hotels, stores, the prohibition of games for money, the sale of firecrackers and pyrotechnical pieces; to determine the price of licenses; for the maintenance and the making of sidewalks; for the enlargement and embellishment of the streets; as to the power of acquiring and operating the lighting systems; to build bridges and to make loans to such effect, to provide for their location, the rate of tolls and the impositions of fines; as to the valuers and the valuation roll; as to the power of taxing; the collection of taxes; as to non taxable property; as to the power of taxing clubs, houses where games are played; to authorize it to levy taxes on posts in the streets and public places; as to the imposition of taxes on all strangers working in the town; to permit it to make loans and to regulated the mode thereof; as to the expropriations and appointments of arbitrators; as to the power of making regulations respecting the purchase and the sewer and water works; as to the privileges of the corporation; and submit it to the provisions of the act of 1905 which concern it.

TESSIER & LACOURSIERE,

Attorneys for the corporation of the
town of Grand'Mère.

Three Rivers, 8th February, 1910. 778

Notice is hereby given on behalf of Raoul du Tremblay, farmer, of the parish of Sainte Anne de la Pérade, that an application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain an act to ratify and confirm his deeds of acquisition and those of his authors to parts, rights and properties of the common of the old seignory of Sainte Anne de la Pérade, being Nos. 43 and 46 of the cadaster of the said parish, and to determine or provide means for determining the rights of the other interested parties in the said common, and to provide for the government and partition of the said common and for others purposes.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,

Attorneys for petitioner.

Quebec, 10th February, 1910. 830

NOTICE.

The undersigned, a native of the parish of Saint-Norbert d'Arthabaska, will present the draft of a bill, at the next session of Québec, to be admitted to the practice of medicine. He has obtained the authorization of the college of physicians.

FRANÇOIS LOUIS DEMERS.

Montreal, 10th February, 1910. 822

AVIS PUBLIC.

La ci-dessous des Trois-Rivières donne avis qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, elle demandera des amendements à sa charte sur les matières suivantes :

1° Le pouvoir de contracter des emprunts ou d'émettre des débiteures, pour venir en aide aux victimes de l'incendie du 22 juin 1908, pour la construction d'égouts, pavage, agrandissement ou amélioration de l'aqueduc, l'élargissement et amélioration des rues et pour les frais scolaires.

2° Le mode de collection des taxes et autres charges municipales et scolaires, et de faire divers autres amendements.

L. T. DESAULNIERS,
Secrétaire-trésorier.

Trois-Rivières, 10 février 1910. 835-2

Avis public : et par les présentes donné que MM. J. A. Dubeau, M. P., avocat, Arcade Héru, avocat, Alexis Cabana, notaire, François Rivest, épicer, Jules Breton marchand, et autres, tous électeurs municipaux de la ville de Joliette, présenteront à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, un bill pour obtenir la révision et la refonte des lois qui la régissent ; pour diviser la ville en six quartiers avec les mêmes limites que possède actuellement les six arrondissements de votation existants ; pour préparer pour chaque quartier une liste municipale spéciale contenant les noms de toutes les personnes qualifiées à être inscrites sur ces listes ; pour que le conseil de ville soit composé de six conseillers et d'un maire ; pour que le maire de la ville soit élu par le vote de tous les électeurs, au lieu d'être choisi par les autres conseillers ; pour que l'élection du maire et des six conseillers ait lieu simultanément tous les trois ans après une mise en nomination de huit jours ; pour que le vote pour l'élection du maire et celle des conseillers ait lieu au bulletin secret.

ERNEST HEBERT,
Procureur des requérants.

Joliette, 24 janvier 1910. 503-4

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la constitution en municipalité de ville, sous le nom corporatif de "Ville de Beaconsfield", tout le territoire formant maintenant partie des municipalités de la paroisse et du village de Saint-Joachim de la Pointe Claire, et connu et désigné sous les numéros un à vingt-sept, inclusivement, du cadastre de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, et vingt-neuf à trente-deux, inclusivement, du cadastre de la municipalité du village de Saint-Joachim de la Pointe Claire, et qu'il sera demandé que la dite municipalité soit constituée conformément aux sections 4178 à 4615 inclusivement des statuts refondus de la province de Québec, en y ajoutant des clauses dérogatoires quant à ce qui concerne la qualification pour occuper les charges municipales, la taxe à être imposée sur les immeubles et sur certaines négocees et pour autres fins.

ROBERT TASCHEREAU,
Procureur des applicants.

Montréal, 19 janvier 1910. 125-5

Avis Divers

Province de Québec, {
Comté de Pontiac, {

AVIS PUBLIC.

En vertu de l'article 272^f des statuts refondus, tel qu'ils édictés par la loi 51 Victoria chapitre 25 section 1, et aussi de par la loi 4 Edouard VII, chapitre 14, section 3 : Loi amendement la loi concer-

PUBLIC NOTICE.

The city of Three Rivers gives notice that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, it will apply for amendments to its charter on the following matters :

1. The power to contract loans or to lease debentures, to give aid to the victims of the fire of the 22nd June, 1908, for the construction of sewers, paving, enlargement or improvement of the water works, the widening and improvement of the streets and for school purposes.

2. The mode of collecting the taxes and other municipal and school charges, and to make various other amendments.

L. T. DESAULNIERS,
Secretary-treasurer.

Three Rivers, 10th February, 1910. 836

Public notice is hereby given that Messrs. J. A. Dubeau, M. P., advocate, Arcade Héru, advocate, Alexis Cabana, notary, François Rivest, grocer, Jules Breton, merchant, and others, all municipal electors of the town of Joliette, shall present to the Legislature of the province of Québec, at its next session, a bill to obtain the revision and consolidation of the laws by which it is governed ; to divide the town into six wards with the same limits that the six polling districts are now in ; to prepare for each ward a special municipal list with the names of all qualified persons to be entered on such lists ; for the town council to be composed of six councillors and a mayor ; for the mayor of the town to be elected by vote of all the electors, instead of being chosen by the other councillors ; for the election of the mayor and six councillors to take place simultaneously every three years after being put in nomination for eight days ; for the voting of the election of the mayor and councillors to take place by secret ballot.

ERNEST HEBERT,
Attorney for applicants.

Joliette, 24th January, 1910. 504

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain the erection into a town municipality, under the corporate name of "Town of Beaconsfield", all the territory now forming part of the municipalities of the parish and village of Saint-Joachim de la Pointe Claire, and known and designated under the numbers one to twenty-seven, inclusively, of the cadastre of the municipality of the parish of Saint-Joachim de la Pointe Claire, and twenty-nine to thirty-two, inclusively, of the cadastre of the municipality of the village of Saint-Joachim de la Pointe Claire, and that the said municipality be erected in conformity with sections 4178 to 4615 inclusively of the revised statutes of the province of Québec by adding thereto derogatory clauses concerning qualification for holding municipal offices, the tax to be imposed on real estate and on certain businesses, and for other purposes.

ROBERT TASCHEREAU,
Attorney for applicants.

Montreal, 19th January, 1910. 126

Miscellaneous Notices

Province of Québec, {
County of Pontiac, {

PUBLIC NOTICE

In virtue of article 272^f of the revised statutes, as amended by the 51 Victoria chapter 25 section 1, and also by the 4 Edward VII, chapter 14, section 3 : an act amending the act respecting

nant la protection des intérêts publics dans les rivières, lacs, étangs, criques et cours d'eau :

Je, soussigné, H. H. Robertson, arpenteur géométrique et ingénieur civil, à la réquisition de J. P. Ranger, esq. de North Temiskaming, et avec l'autorisation du département des travaux publics et du travail, procéderai le 2 mars 1910, à faire, sur le ruisseau Bryson, dans le canton Guérin, l'évaluation des travaux faits par M. Ranger et aussi recevoir les remarques des parties intéressées.

H. H. ROBERTSON,
Arp. géom. et I. C.

North Temiskaming, 14 février 1910. 921

BRANCHE D'ASSURANCE.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR.

Province de Québec.

Concernant L'Association Mutuelle de Bienfaisance des employés de la Librairie Beauchemin, Limitée.

Avis est par le présent donné que, le onzième jour de février 1910, conformément à la loi des assurances de Québec 8 Édouard VII chapitre 69, la licence No 53 a été octroyée à L'Association Mutuelle de Bienfaisance des employés de la Librairie Beauchemin, Limitée bureau principal à Montréal, l'autorisant à faire les affaires d'une association mutuelle de bienfaisance dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 119 de la dite loi

Pour le trésorier de la province de Québec
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances P. Q.
11 février 1910. 857

Concernant l'Association "L'Avenir Mutuel"

La formation d'une association sous le nom de "L'Avenir Mutuel", dont le but est de secourir, au moyen de contributions de la part de ses membres en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident, ou de revers de fortune, et dans le cas de mort des membres, les veuves, orphelins ou représentants légaux, a été autorisée en date du 4 février 1910

Le bureau chef de l'association est situé en la cité de Montréal P. Q.

Donné conformément à l'article 65 de la Loi des Assurances de Québec, 8 Éd. VII, chap. 69, ce 11e jour de février 1910.

Pour le trésorier de la province de Québec.
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances P. Q.
Division des Assurances
Département du Trésor.
Province de Québec. 855

Concernant "L'Avenir Mutuel".

Avis est par le présent donné conformément à l'article 104 de la Loi des Assurances de Québec 8 Éd. VII, chap. 69 la licence No 54 a été octroyée à "L'Avenir Mutuel", avec principal bureau à Montréal, l'autorisant à faire les affaires d'une association de secours mutuels dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 119 de la dite loi ce sixième jour de février 1910.

Pour le trésorier de la province de Québec.
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Branche d'Assurances,
Département du Trésor. 943

the protection of public interest in the rivers, lakes, ponds, creeks and water-courses :

I, the undersigned H. H. Robertson, surveyor and civil engineer, at the requisition of J. P. Ranger, esq., of North Temiskaming and with the authorization of the department of public work and labor, will proceed on the 2nd March, 1910, to make on the Bryson stream, in the township Guérin the valuation of the work performed by Mr. Ranger and to hear also the remarks of the interested parties.

H. H. ROBERTSON,
Surveyor and C. I.

North Temiskaming, 14 h February, 1910. 922

INSURANCE BRANCH.

TREASURY DEPARTMENT.

Province of Quebec.

Concerning "L'Association Mutuelle de Bienfaisance des employés de la Librairie Beauchemin, Limitée."

Notice is hereby given that, this eleventh day of February, 1910, in conformity with the Quebec Insurance Act, 8 Edward VII, chapter 69, license No. 53, has been issued to "L'Association Mutuelle de Bienfaisance des employés de la Librairie Beauchemin, Limitée", head office at Montreal, authorizing it to transmit the business of a mutual benefit Association in the province of Quebec.

Given in conformity with article 119 of the said act.

For the treasurer of the province of Québec
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
11th February, 1910. 858

Respecting the Association "L'Avenir Mutuel."

The formation of an association under the name of "L'Avenir Mutuel" whose purpose is, by means of contributions from its members, to make provision for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverses of fortune, and, in case of the death of members, for their widows and orphans or legal representatives, has been authorized on the 4th February, 1910

The head office of the association is situated in the city of Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 65 of the Quebec Insurance Act 8 Éd. VII, chap. 69, this 11th day of February, 1910

For the treasurer of the province of Québec.
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance P. Q.
Insurance Division,
Treasury Department,
Province of Québec. 856

Concerning "L'Avenir Mutuel".

Notice is hereby given that, in conformity with article 104 of the Quebec Insurance Act, 8 Edward VII, chap. 69, license No 54 has been issued to "L'Avenir Mutuel", with head office at Montreal, authorizing it to transact the business of a mutual benefit association in the province of Quebec.

Given in conformity with article 119 of the said act, this sixth day of February, 1910

For the treasurer of the province of Québec.
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasurer Department. 944

MOUNT ROYAL STABLES, LIMITED.

Je certifie par les présent que le règlement suivant est une vraie copie du règlement "A" de la compagnie, à savoir :

"Qui la cité de Westmount soit et est par le présent constituée le principal bureau de la compagnie au lieu de la cité de Montréal".

Je certifie de plus que le susdit règlement a été dûment approuvé par le vote unanime du stock représenté par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale, dûment convoquée pour considérer le dit règlement, le 8e jour de février 1910.

J. P. REXFORD,
Secrétaire trésorier.

929

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dame Anna Rivet, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Olivier Secours, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Olivier Secours, hôtelier, de la cité et district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.
CODERRE & CODERRE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 14 février 1910. 879

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 72.

Dame Adela Boucher, de la paroisse de Sainte-Brigide, district d'Iberville, épouse commune en biens de Ernest Lalanne, fromager, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Ernest Lalanne, Défendeur.
Une action en séparation de biens a, ce jour, été instituée par la demanderesse contre son dit époux.
J. S. POULIN,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Jean, 10 décembre 1909. 933

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 629

Dame Clara Tremblay, de la ville de Magog, district de Saint-François, épouse commune en biens de Joseph Francis Vien, marchand, du même lieu, et dûment autorisée par un juge de la cour supérieure siégeant dans et pour le district de Saint-François, à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Joseph Francis Vien, de la ville de Magog, district de Saint-François, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le douzième jour de février 1910.

ALF. TOURIGNY,
875 Procureur de la demanderesse

Province de Québec, }
District de Montréal } *Cour Supérieure.*
No 847.

Dame Sallie Pascal, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Schwartz, boucher, dûment autorisée à ester en justice Demanderesse ;

vs

Abraham Schwartz, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur par la demanderesse.

HORACE GAGNE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 15 février 1910. 899

MOUNT ROYAL STABLES, LIMITED.

I, hereby certify that the following is a true copy of by-law "A" of the company, to wit :

"That the city of Westmount be and it is hereby constituted the head office of the company, in lieu of the city of Montreal."

I further certify that the foregoing by-law was duly approved by unanimous vote of the stock represented by the shareholders present at a special general meeting, duly called for considering the said by-law, on the 8th day of February, 1910.

J. P. REXFORD,
Secretary treasurer.

930

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Dame Anna Rivet, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Olivier Secours, hotelkeeper, of the said place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Olivier Secours, hotelkeeper, of the city and district of Montreal, Defendant.
A suit for separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.
CODERRE & CODERRE,
Attorneys for plaintiff.

Montréal, 14th February, 1910. 880

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 72.

Dame Adela Boucher, of the parish of Sainte-Brigide, district of Iberville, wife commune en biens of Ernest Lalanne, of the same place, cheesemaker, duly authorized to ester en justice. Plaintiff ;

vs

The said Ernest Lalanne, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff.
J. S. POULIN,
Attorney for plaintiff.
Saint John, 10th December, 1909. 934

Province of Quebec, }
District of Saint-François. } *Superior Court.*
No 629

Dame Clara Tremblay, of the town of Magog, district of Saint-François, wife common as to property of Joseph Francis Vien, of the same place, merchant, and duly authorized by a justice of the superior court, to ester en justice aux fins des présentes, Plaintiff ;

vs

Joseph Francis Vien, of the town of Magog, district of Saint-François, Defendant.
An action for separation of property has been institute in this cause, the twelfth day of February, 1910.

ALF. TOURIGNY,
876 Attorney for the plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 847.

Dame Sallie Pascal, wife common as to property of Abraham Schwartz, of Montreal, said district, and duly authorized by this court to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Abraham Schwartz, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted against the defendant by the plaintiff.

HORACE GAGNE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 15th February 1910. 900

Province de Québec, }
 District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 480.
 Josephine Brien, de Montréal, épouse commune
 en biens de Alfred Foisy, dûment autorisée à
 ester en justice, Demanderesse ;
 vs
 Alfred Foisy, menuisier, des cité et district de
 Montréal. Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 30^{ème} jour de novembre 1909.

McAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 11 février 1910. 641

Province de Québec, }
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
 No. 3003.

Dame Amédée Tremblay, épouse commune en
 biens de Augustin Simard, tous deux de Saint-
 Joseph d'Alma, dûment autorisée, a intenté une
 action en séparation de biens contre le dit Augustin
 Simard, ce dixième jour de février 1910.

ELZ. LEVEQUE,
 Procureur de la demanderesse.
 Chicoutimi, 10 février 1910. 843

Province de Québec, }
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
 No. 119.

Dame Praxède Landry, de la ville de Saint-Jean,
 district d'Iberville, épouse de Zéphir Giroux,
 boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester
 en justice, Demanderesse ;

vs
 Le dit Zéphir Giroux, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 12 février 1910.

A. D. GIRARD,
 Procureur de la demanderesse.
 Saint-Jean, 15 février 1910. 893

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No. 1020.

Dame Lillian Gertrud Horsington, des cité et
 district de Montréal, dûment autorisée, a pris une
 action en séparation de biens contre son mari
 Arthur Atherley, du même lieu.

LEONARD & PATENAUDE,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 14 février 1910. 897

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
 No. 2535.

Dame Marie Louise Carrière, de la ville de Bucking-
 ham, du district d'Ottawa, épouse de Philippe
 Bourgon, hôtelier, du même lieu, dûment auto-
 risée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
 Le dit Philippe Bourgon, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le premier jour de février mil neuf
 cent dix.

J. TALBOT,
 Procureur de la demanderesse.
 Hull, 7 février 1910. 781-2

Cour Supérieure. — Beauce.
 No. 44.

Dame Délima Lacroix, épouse commune en biens de
 Edmond Gagnon, cultivateur, de Saint-Samuel,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Edmond Gagnon, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 le 28 janvier courant

LETELLIER & BOUFFARD,
 Procureurs de la demanderesse.
 Saint-Joseph, Beauce, 31 janvier 1910. 619-3

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 480.

Josephine Brien, of Montreal, wife common as to
 property of Alfred Foisy, duly authorized "à
 ester en justice", Plaintiff ;

vs
 Alfred Foisy, joiner, of the city and district of
 Montreal. Defendant.
 As action for separation as to property has been
 instituted in this cause, on the 30th day of No-
 vember, 1909.

McAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 11th February, 1910. 842

Province of Quebec, }
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
 No. 3003.

Dame Amédée Tremblay, wife common as to pro-
 perty of Augustin Simard, both of Saint-Joseph
 d'Alma, duly authorized, has instituted an action
 for separation as to property against the said Au-
 gustin Simard, this 10th day of February 1910.

ELZ. LEVEQUE,
 Attorney for plaintiff.
 Chicoutimi, 10th February, 1910. 844

Province of Quebec, }
 District of Iberville. } *Superior Court.*
 No. 119.

Dame Praxède Landry, of the town of Saint Johns,
 district of Iberville, wife of Zéphir Giroux, but-
 cher, of the same place, duly authorized à ester en
 justice, Plaintiff ;

vs
 The said Zéphir Giroux, Defendant.
 An action en séparation de biens has been institut-
 ed in this cause, on the 12th February, 1910.

A. D. GIRARD,
 Attorney for plaintiff.
 Saint Johns, 15th February, 1910. 894

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1020.

Dame Lillian Gertrud Horsington, of the city
 and district of Montreal, duly authorized, has insti-
 tuted an action for separation as to property against
 her husband, Arthur Atherley, of the same place.

LEONARD & PATENAUDE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 14 h February, 1910. 898

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*
 No. 2535

Dame Marie Louise Carriere, of the town of
 Buckingham, district of Ottawa, wife of Philippe
 Bourgon, hotel-keeper, of the same place, duly
 authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs
 The said Philippe Bourgon, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted in this cause, on the first day of February,
 1910.

J. TALBOT,
 Attorney for plaintiff.
 Hull, 7th February, 1910. 782

Superior Court. — Beauce.
 No. 44.

Dame Délima Lacroix, wife common as to property
 of Edmond Gagnon, farmer, of Saint Samuel,
 Plaintiff ;

vs
 The said Edmond Gagnon, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted on the 28th January instant.

LETELLIER & BOUFFARD,
 Attorneys for plaintiff.
 Saint Joseph, Beauce, 31st January, 1910. 620

Cour Supérieure.—Kamouraska.
No 4413.

Dame Marie Madore, épouse commune en biens de Joseph Labrie, fabricant de fromage de la paroisse de Saint Bruno, district de Kamouraska, a institué, le 5 février courant, 1910, une action en séparation de biens contre son dit époux.

W. A. POTVIN,
839-2 Procureur de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
No 71.

Dame Julie Anna Michaud, épouse de Thomas Violotte, marchand, de la paroisse de Saint-Mathias de Cabano, a, le 9 décembre 1909, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

E. H. CIMON,
Procureur de la demanderesse.
Fraserville, 8 février 1910. 737-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1576.

Dame Ada F. Smith, de la ville de Notre-Dame de Grâce, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Charles S. Ferry, ingénieur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,

vs
Le dit Charles S. Ferry, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 21 janvier 1910.

J. P. CULLEN,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 29 janvier 1910. 579-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2878.

Dame Alphonsine Durand, épouse commune en biens de Jules Dupuis, manufacturier, tous deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a intenté une action en séparation de biens contre le dit Jules Dupuis, ce 28^e jour de janvier 1910.

ARCHAMBAULT, JULIEN & BERARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 28 janvier 1910. 609-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1819.

Dame Rebecca Beaudoin, épouse commune en biens de Joseph Durand, charpentier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,

vs
Le dit Joseph Durand, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 12 janvier 1910.

A. S. DEGUIRE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 26 janvier 1910. 571-3

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 4707.

Dame Alice Armouch, de Joliette, épouse de Kalil Zien, (marchand, du même lieu), dûment autorisée à ester en justice,

vs
Kalil Zien, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le trente et unième jour de janvier 1910.

J. H. W. RENAUD,
Procureur de la demanderesse.
Joliette, 1er février 1910. 625-3

Superior Court.—Kamouraska.
No. 4113.

Dame Marie Madore, wife common as to property of Joseph Labrie, cheesemaker, of the parish of Saint Bruno, has, this 5th day of February instant, 1910, instituted an action for separation as to property against her said husband.

W. A. POTVIN,
840 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No 71.

Dame Julie Anna Michaud, wife of Thomas Violotte, merchant, of the parish of Saint Mathias de Cabano, has, on the 9th December, 1909, taken out a suit against her husband for separation as to property.

E. H. CIMON,
A torney for plaintiff.
Fraserville, 8th February, 1910. 738

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1576.

Dame Ada F. Smith, of the town of Notre-Dame de Grâce, in the district of Montreal, wife common as to property of Charles S. Ferry, engineer, of the same place, and duly authorized "à ester en justice",

vs
The said Charles S. Ferry, Défendeur.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 21st of January, 1910.

J. P. CULLEN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 29th January, 1910. 580

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 2878.

Dame Alphonsine Durand, wife common as to property of Jules Dupuis, manufacturer, both of the city and district of Montreal, duly authorized, has intended an action for separation as to property against the said Jules Dupuis, this 28th day of January, 1910.

ARCHAMBAULT, JULIEN & BERARD,
Attorneys for plaintiff
Montreal, 28th January, 1910. 610

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1819.

Dame Rebecca Beaudoin, wife common as to property of Joseph Durand, carpenter, of the city and district of Montreal, duly authorized "à ester en justice",

vs
The said Joseph Durand, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 12th of January, 1910.

A. S. DEGUIRE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 26th January, 1910. 572

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 4707.

Dame Alice Armouch, of Joliette, wife of Kalil Zien, (merchant, of the same place), duly authorized "à ester en justice",

vs
Kalil Zien, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the thirty-first day of January, 1910.

J. H. W. RENAUD,
Attorney for plaintiff.
Joliette, 1st February, 1910. 626

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 No 711.
 Dame Marie Azilda Guenette, épouse de Alphonse Boivin, boulanger, tous deux de la paroisse de Sainte Adèle, district de Terrebonne, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.
PREVOST, RINFRET & MARCHAND,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sainte-Scholastique, 9 octobre 1909. 589 3

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 No 12.
 Dame Hoshia Avchiowitz épouse commune en biens de Moses Eisemberg commerçant, tous deux de la ville de Saint Jérôme, district de Terrebonne, la dite Hoshia Avchiowitz dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes a, ce jour, institué contre son mari une action en séparation de biens.
PREVOST, RINFRET & MARCHAND,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sainte-Scholastique, 24 janvier 1910. 587-3

Province de Québec, }
 District de Trois Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No 275.
 Dame Marie Louise Morin dit Valcourt, épouse de Charles Edouard St. Onge, hôtelier, de la ville de Louiseville dit district, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.
RAOUL DUCHARME,
 Procureur de la demanderesse.
 Trois-Rivières, 13 janvier 1910. 467-4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 3567
 Dame Amanda Provost, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Osiias Lamoureux, en repreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Osiias Lamoureux, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en la présente cause, le 11 janvier 1910.
DESIRE L. DESBOIS,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 19 janvier 1910 465 4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1695.
 Dame Marie Stéphanie Migneron, épouse commune en biens de Wilfrid P. Charron, tailleur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Wilfrid P. Charron, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée le 2 février 1910.
J. H. DAVID,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 2 février 1910. 667 3

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 No 16.
 Dame Eva Laforme, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, épouse de Joseph Hormidas Beaudry, ci-devant marchand du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Joseph Hormidas Beaudry, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 2 février 1910.

LUSSIER, GENDRON & GUIMONT,
 Procureurs de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 2 février 1910. 649-3

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*
 No. 711.
 Dame Marie Azilda Guenette, of the parish of Sainte Adèle, in the district of Terrebonne, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Alphonse Boivin, baker, of the said parish of Sainte Adèle.
PREVOST, RINFRET & MARCHAND,
 Attorneys for plaintiff.
 Sainte Scholastique, 9th October, 1909. 590

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*
 No 12.
 An action for separation as to property has been instituted on the 24th day of January, 1910, by Dame Hoshia Avchiowitz against her husband, Moses Eisemberg, trader, both of the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne.
PREVOST, RINFRET & MARCHAND,
 Attorneys for plaintiff.
 Sainte-Scholastique, 24th January, 1910. 588

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 275
 Dame Marie Louise Morin dit Valcourt, wife of Charles Edouard St. Onge, hotelkeeper, of the town of Louiseville, said district, has, this day, instituted a action for separation as to property against her husband.
RAOUL DUCHARME,
 Attorney for plaintiff.
 Three Rivers, 13th January, 1910. 468

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No 3567.
 Dame Amanda Provost, of the city and district of Montreal wife common as to property of Osiias Lamoureux, contractor, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;
 vs
 The said Osiias Lamoureux, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted in the present cause, on the 11th January, 1910.
DESIRE L. DESBOIS,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 19th January 1910. 466

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1695,
 Dame Marie Stéphanie Migneron, wife common as property of Wilfrid P. Charron, tailor, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;
 vs
 The said Wilfrid P. Charron, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted on the 2nd February, 1910
J. H. DAVID,
 Attorney for plaintiff.
 Montréal, 2nd February, 1910. 668

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 No. 16.
 Dame Eva Laforme, of the city and district of Saint Hyacinth, wife of Joseph Hormidas Beaudry, former merchant, of the same place duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;
 vs
 The said Joseph Hormidas Beaudry, Defendant.
 An action for separation of property has been instituted in this cause, on the second day of February, 1910
LUSSIER, GENDRON & GUIMONT,
 Attorneys for plaintiff.
 Saint Hyacinth, 2nd February 1910. 650

Province de Québec, }
 District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
 No 539.

Anna Dallaire, épouse commune en biens de Napoléon Morin, de Saint-Vital de Lambton, dûment autorisée à ester en justice aux présentes,
 Demanderesse ;

vs

Le dit Napoléon Morin, ci-devant marchand, à Saint-Vital de Lambton, dans le comté de Beauce, et y résidant maintenant, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le cinquième jour de décembre 1909.

J. L. N. GUINDON,
 Procureur de la demanderesse.
 Saint-Joseph Beauce, 27 décembre 1909. 509-4

Le 16e jour de mars 1910, à Montréal, "The Canadian, American and National Express Companies" vendront les effets non réclamés en leur possession depuis avant le 1er mars 1909, dans leurs divisions respectives, comme suit :

Canadian Express Co., Division Centrale et Est.

American Express Co., Division de Québec et Ontario.

National Express Co., Division de Québec.
 Pour plus de détails, voir la liste imprimée.

J. BRYCE, vice-président et gérant, Canadian Express Company.

H. S. JULIER, vice-président et gérant général, American Express Company.

T. N. SMITH, gérant-général, National Express Company.

Québec, 3 février 1910. 665-3

DANS LA COUR DE L'ECHIQUIER DU CANADA.

Avis.

Des séances générales de la Cour de l'Echiquier du Canada, pour l'instruction des causes, etc., auront lieu aux temps et endroits suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition, au bureau du registraire de la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance ; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour aucune des telles séances, alors les dites séances n'auront pas lieu, à savoir :

Au palais de justice, dans la cité de Montréal, P. Q., commençant mardi, le 1er jour de mars A. D., 1910, à 11 heures A. M.

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant mardi, le 8e jour de mars A. D., 1910, à 11 heures A. M.

Daté à Ottawa, ce 26e jour de janvier A. D., 1910.

Par ordre,
 L. A. AUDETTE,
 Régistraire.
 531-4

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. A. Hamel, marchand de meubles, Victoriaville, Insolvable.

Avis est par le présent donné que, par ordonnance du tribunal, en date de ce jour, j'ai été nommé gardien provisoire des biens de l'insolvable qui a quitté la province.

J. N. POIRIER,
 Gardien provisoire.
 Victoriaville, 11 février 1910. 845

Province of Quebec, }
 District of Beauce. } *Superior Court.*
 No. 539.

Anna Dallaire, married under the system of legal community to Napoléon Morin, of Saint Vital de Lambton, duly authorized by the court for the purpose of this action,
 Plaintiff ;

vs

The said Napoléon Morin, hitherto merchant, at Saint Vital de Lambton, in the county of Beauce, and now residing there, Defendant.
 An action for separation of property has been taken in this cause, this fifth day of December, 1909.

J. L. N. GUINDON,
 Attorney for plaintiff.
 Saint Joseph Beauce, 27th December, 1909. 510

On 16th March, 1910, at Montreal, the Canadian, American and National Express Companies will sell unclaimed shipments which have been on hand since previous to 1st March, 1909, in their respective divisions, as below :

Canadian Express Co., Central and Eastern Division.

American Express Co., Quebec and Ontario Division.

National Express Co., Quebec Division.
 See printed list for further particulars.

J. BRYCE, vice president and manager, Canadian Express Company.

H. S. JULIER, vice president and general manager, American Express Company.

T. N. Smith, general manager, National Express Company.

Quebec, 3rd February, 1910. 666

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

NOTICE.

General sittings of The Exchequer Court of Canada, for the trial of cases, etc., will be holden at the following times and places, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing, at the office of the registrar of the court, at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting ; and if no case or matter is so entered or set down for either of such sittings, then the same shall not be holden, viz :

At the court house, in the city of Montreal, P. Q., commencing on Tuesday, the 1st day of March, A. D., 1910, at 11 A. M.

At the court house, in the city of Quebec, P. Q., commencing on Tuesday, the 8th day of March, A. D., 1910, at 11 A. M.

Dated at Ottawa, this 26th day of January, A. D., 1910.

By order,
 I. A. AUDETTE,
 Registrar.
 532

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*

In the matter of J. A. Hamel, furniture merchant, Victoriaville, Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of the tribunal, I have been appointed provisional guardian to the property of the insolvent, who left the province.

J. N. POIRIER,
 Provisional guardian.
 Victoriaville, 11th February, 1910. 846

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re J. Lavolette & Cie, Montréal, Failli.
 Avis est par les présentes donné que, par un ordre de la cour supérieure, en date du 16 février 1910 j'ai été nommé curateur aux biens des sus-nommés qui ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les 30 jours qui suivent le présent avis.

P. L. TURGEON,
 Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
 55, rue Saint-François Xavier, Montréal. 919

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Hubert Raymond, Montréal, absent.

Avis est par le présent donné que, par un ordre de la cour supérieure, en date du 16 février 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de Hubert Raymond, absent.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les 30 jours du présent avis.

P. L. TURGEON,
 Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
 55, rue Saint-François-Xavier, Montréal. 917

Avis est par les présentes donné que Zéphir Giroux, boucher, de Saint-Jean, district d'Iberville, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 8 février 1910.

847 C. H. BEAUCHEMIN,
 Gardien provisoire.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de P. A. Dubord (Jos. Robitaille & Cie), barbiers, des cité et district de Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné que, le quatorzième jour de février 1910, le susdit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du notaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dit district, suivant la loi.

AMEDEE LAMARCHE,
 Subrogé gardien provisoire.

Chambre 625, Edifice Coristine,
 Montréal, 16 février 1910. 937

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. Bte Ouellet, marchand, d'Arthabaskaville, Failli.

Avis est donné que, le 15 février 1910, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers, le 28 janvier 1910.

Les réclamations doivent être déposées devant moi sous 30 jours.

A. TURCOTTE,
 Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 18 février 1910. 939

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re J. Lavolette & Co., Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that, by an order of the superior court, dated the 16th February, 1910, I have been appointed curator to the estate of the above-named who have made a judicial assignment of all their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within 30 days of the above mentioned date.

P. L. TURGEON,
 Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
 55, Saint-François-Xavier st., Montreal. 920

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Hubert Raymond, Montreal, absent.
 Notice is hereby given that, by an order of the superior court, dated the 16th of February, 1910, I have been appointed curator to the estate of Hubert Raymond, absent.

Sworn claims must be filed with me within 30 days of the present notice.

P. L. TURGEON,
 Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
 55, Saint-François-Xavier st., Montreal. 918

Notice is hereby given that Zéphir Giroux, butcher, of Saint Johns, district of Iberville, has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, the 8th February, 1910.

848 C. H. BEAUCHEMIN,
 Provisional guardian.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of P. A. Dubord. (Jos. Robitaille & Cie), barbers, of the city and district of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 14th day of February 1910, the above named insolvent has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal, at Montreal, said district, according to law.

AMEDEE LAMARCHE,
 Sub. provisional guardian.

Room 625, Coristine Building,
 Montreal, 16th February 1910. 938

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*

In the matter of J. Bte Ouellet, merchant, of Arthabaskaville, Insolvent.

Notice is given that, on the 15th February, 1910, by order of the court, I have been appointed curator to the estate of the above named, a judicial abandonment having been made by him, on the 28th January, 1910, for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within 30 days.

A. TURCOTTE,
 Curator.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street,
 Montreal, 18th February, 1910. 940

Ordres de Cour

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe, } *Cour Supérieure.*
 No 178.

Présent : Le protonotaire.

Le seizième jour de février 1910.

The Charles Fawcett M'g Ltd, corps politique et
 incorporé, ayant le siège principal de ses affaires
 à Sackville, dans la province du Nouveau-Brunswick,
 Demandeur ;

vs

J. Pierre Dubuc et Etienne Dubuc, tous deux com-
 merçants, de la cité et du district de Saint-Hya-
 cinthe, où ils font affaires ensemble en société
 sous les nom et raison de "Dubuc & Fils" et
 "P. Dubuc & Fils", Défendeurs ;

et

The Perrin Plow & Stove Co, Ltd, corps politique
 et incorporé ayant le siège principal de ses affai-
 res à Smith's Falls, dans la province d'Ontario,
 et al, Opposants.

Il est ordonné aux créanciers des défendeurs de
 produire leurs réclamations contre eux au bureau
 du protonotaire de cette cour, dans la cité de Saint-
 Hyacinthe, sous quinze jours de la date de la pre-
 mière insertion du présent ordre dans la "Gazette
 Officielle".

ROY & BEAUREGARD,

927

Protonotaire.

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska, } *Cour de Circuit.*
 No 246.

Le 7 février 1910.

Devant le protonotaire.

Mathew Moody & Sons, Ltd, Demandeurs ;

vs

Richard St. Pierre, Défendeur ;

et

C. E. Gosselin, Tiers-saisi ;

et

Paul Lavigne, opposant afin de conserver.

Réquérant

Vu la requête du requérant et l'affidavit à l'appui ;
 vu l'absence du juge et les articles 33 et 673 du code
 de procédure civile, la dite requête est accordée.

En conséquence, les créanciers du débiteur insolvable
 devront produire leur réclamations contrai-
 lui dans les quinze jours à compter de la date de
 la première insertion du présent avis dans la "Gazette
 Officielle de Québec."

(signé) P. H. COTÉ, P. C. S.

Perrault & Perrault,

Procureurs des demandeurs.

783.2

Ratification

Province de Québec, }
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
 No 23.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé
 au greffe du protonotaire de la cour supérieure du
 district de Montréal. (A) Un acte de donation
 entre vifs par Dame Tharsile Favreau veuve de feu
 Jean-Baptiste Dalpé dit Pariseau à Victor Sicotte
 et à Benoit Sicotte, passé devant Louis Racicot
 notaire, à Boucherville, le 7 mars 1903. (B) Testa-
 ment solennel de Jean-Baptiste Dalpé dit Pariseau,
 reçu devant Louis Normandin, notaire, le 11 avril
 1889. (C) Un acte de transport de droits successifs
 par Arthur Sicotte jr. à Victor Sicotte et Benoit
 Sicotte, passé devant Louis Racicot, notaire, le 8
 septembre 1903. (D) Un acte de transport de
 droits successifs par Elie Sicotte à Victor Sicotte et

Orders of the Court

Province of Quebec, }
 District of Saint-Hyacinthe, } *Superior Court*
 No 178.

Present : The prothonotary.

The sixteenth day of February, 1910.

The Charles Fawcett's M'g Ltd, a body politic and
 corporate, having its principal place of business
 at Sackville, in the province of New Brunswick,
 Plaintiff ;

vs

J. Pierre Dubuc and Etienne Dubuc, both traders,
 of the city and district of Saint-Hyacinthe, where
 they do business together as partners, under the
 name of "Dubuc & Fils" and "P. Dubuc & Fils",
 Defendants ;

and

The Perrin Plow and Stove Co Ltd, a body politic
 and corporate, having its principal place of busi-
 ness at Smith's Falls, in the province of Ontario,
 et al, Opposants.

It is ordered that the creditors of the defendants
 do file their claims against them in the office of the
 prothonotary of this court, in the city of Saint
 Hyacinthe, within fifteen days from the date of the
 first insertion in the "Official Gazette" of the pre-
 sent order.

ROY & BEAUREGARD,

928

Prothonotary.

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska, } *Circuit Court.*
 No. 246.

On the 7th February, 1910.

Before the prothonotary.

Mathew Moody & Sons, Ltd., Plaintiffs ;

vs

Richard St. Pierre, Defendant ;

and

C. E. Gosselin, Garnishee ;

and

Paul Lavigne, opposant for payment,

Petitioner.

Seeing the petition of the petitioner and the affi-
 davit in support thereof ; seeing the absence of the
 judge and the articles 33 and 673 of the code of
 civil procedure, the said petition is granted.

Therefore, the creditors of the insolvent defend-
 ant must produce their claims against him within
 fifteen days, that is from the date of the first in-
 sertion of this notice in the "Quebec Official Gazette"

(signed) P. H. COTÉ, P. C. S.

Perrault & Perrault,

Attorneys for plaintiffs

784

Ratification

Province of Quebec, }
 District of Montreal, } *Superior Court.*
 No. 23

Notice is by this present given that there has
 been deposited in the office of the prothonotary of
 the superior court for the district of Montreal (A)
 A deed of gift *inter vivos* by Dame Tharsile Favreau,
 widow of the late Jean-Baptiste Dalpé dit Pariseau
 to Victor Sicotte and Benoit Sicotte executed
 before Louis Racicot, notary, at Boucherville, on the
 7th March, 1903. (B) Last will and testament of
 Jean-Baptiste Dalpé dit Pariseau executed before
 Louis Normandin, notary, the 11th of April, 1889.
 (C) A deed of transfer of successive rights by Ar-
 thur Sicotte, jr. to Victor Sicotte and Benoit Sicotte,
 executed before Louis Racicot, notary, the 8th of
 September, 1903. (D) A deed of transfer of success-

Benoit Sicotte, passé devant Louis Racicot, notaire, le 8 septembre 1903 (E) Un acte de transport de droits successifs par Dame Wilmine Coallier, veuve de feu Louis Sicotte à Victor Sicotte et Benoit Sicotte, passé devant Louis Racicot, notaire, le 15 septembre 1903. (F) Un acte de transport de droits successifs par Dame Marie-Louise Sicotte épouse de Henri Vallée, et ce dernier pour autoriser à Benoit Sicotte et Victor Sicotte, passé devant Louis Racicot, notaire, le 15 septembre 1903. (G) Un acte d'acceptation et ratification de transport de droits successifs par Arthur Sicotte esquisité de tuteur à Benoit Sicotte, passé devant Louis Racicot, notaire, le 14 octobre 1903 (H) Un acte de déclaration aux fins d'enregistrement par Tharsile Favreau, veuve de Jean-Baptiste Dalé dit Parizau, passé devant Louis Normandin, notaire, le 18 août 1890. (I) Un acte de déclaration du décès de Dame Tharsile Favreau par Benoit Sicotte, passé devant Louis Racicot, notaire, le 27 janvier 1910. Que ces actes ont été présentés à Victor Sicotte et Benoit Sicotte, tous deux cultivateurs, de la paroisse de Boucherville : une terre siuée dans la paroisse de Boucherville, en l'île Saint-Joseph contenant soixante et huit arpents en superficie, connue et désignée sous le numéro trois cent trois (No 303), sur le plan et au livre de renseignements de la dite paroisse de Boucherville — le tout avec bâties des us érigées.

Les dits Victor Sicotte et Benoit Sicotte ont possédé, comme propriétaires, la dite terre pendant les trois dernières années et toutes personnes qui réclament que que privilège hypothécaire sur la dite terre immédiatement avant l'enregistrement des dits actes ci-dessus mentionnés, sont avertis qu'il sera présenté à la dite cour le 14 mars 1910, une demande en ratification de titre, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le récépissé requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON.

Député protonotaire S. C.

Montréal, 29 janvier 1910. 583-2

[Première publication, 5 février 1910.]

sive rights by Elie Sicotte to Victor Sicotte, and Benoit Sicotte, executed before Louis Racicot, notary, the 8th of September, 1903. (E) A deed of transfer of successive rights by Wilmine Coallier, widow of the late Louis Sicotte to Victor Sicotte, and Benoit Sicotte, executed before Louis Racicot, the 15th of September, 1903. (F) A deed of transfer of successive rights by Dame Marie Louise Sicotte, wife of Henri Vallée, and latter for the purpose of authorizing his said wife to Benoit Sicotte and Victor Sicotte, executed before Louis Racicot notary, the 15th of September, 1903. (G) A deed of acceptance and ratification of transfer of successive rights by Arthur Sicotte esquisité of tutor to Benoit Sicotte, executed before Louis Racicot, on the 14th October, 1903 (H) A deed of declaration for the purpose of registration by Tharsile Favreau, widow of Jean-Baptiste Dalé dit Parizau, executed before Louis Normandin, notary, the 18th of August, 1890. (I) A declaration of death of Dame Tharsile Favreau by Benoit Sicotte, executed before Louis Racicot, notary, on the 27th of January, 1910. That in consequence of these deeds there has been transfer to Victor Sicotte and Benoit Sicotte, both of the parish of Boucherville, farmers : a parcel of land situated in the parish of Boucherville, on Ile Saint Joseph, containing 68 arpents in superficies, known and designated under the number three hundred and three (303), on the official plan and book of reference of the said parish of Boucherville—the whole with the buildings thereon erected.

The said Victor Sicotte and Benoit Sicotte have, for the past three years, owned the said property as proprietors thereof, and all persons who claim any privilege or hypothec against the said property as existing immediately before the registration of the deeds and declaration hereinabove mentioned, are hereby notified that on the fourteenth day of March, 1910 a demand for ratification of title will be presented to the said superior court, and that unless their aforesaid claims are such as registrar is bound under the provisions of the code of civil procedure, as mentioned in a certificate to be produce and filed in this matter, they are hereby required to serve and file their opposition in writing at the office of the protonotary of the said superior court, within six days following the said day, and that in default of so doing they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,

Deputy protonotary S. C.

Montreal 29th January, 1910. 584

[First published, 5th February, 1910.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

Sheriff's Sales—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure — District des Trois-Rivières.

Arthabaska, à savoir : } JON ADELARD LEMIRE, notaire, de la cité des Trois-Rivières, Demandeur ; vs BRUNO LEMIRE, fermier, de L'Avenir. Défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Une fromagerie et une laiterie et tous les accessoires, construits sur un terrain numéro un a (No 1 a), du troisième rang, connu et désigné communément sur plan et livre de renseignements officiels du canton de Simpson, comté de Drummond—avec en outre une maison servant de résidence et tous les droits et prétentions que le défendeur a et peut avoir dans le bâtiment qui se trouve sur Emmanuel Janelle en géré sous le numéro 35 296, et l'immeuble ci-dessus décrit et d'une portion de terre d'environ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court — District of Three Rivers

Arthabaska, to wit : } JON ADELARD LEMIRE, Notary, of the city of Three Rivers, Plaintiff ; vs BRUNO LEMIRE, cheese maker, of L'Avenir Defendant.

As belonging to defendant :

A cheese and butter factory and all accessories pertaining thereto, built on a piece of land number one a (No. 1 a) in the third range known and described as such on the official plan and book of reference for the township of Simpson, county of Drummond—with further more a house occupied as residence and all the rights and pretensions that the defendant has and may have in the deed of case by Emmanuel Janelle, registered under number 35, 296, of the immovable hereinabove described

un arpent et demi de largeur sur la route entre Wendover et Simpson, sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis la dite route jusqu'à un petit ruisseau en arrière, à environ un arpent et quart de la dite route faisant partie du lot 1 a ci dessus décrit.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille de Wendover, le DEUXIEME jour de MARS prochain, 1910, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 27 janvier 1910. 501-2
[Première publication, 29 janvier 1910.]

and of a piece of land of about one arpent and a half in width on the route between Wendover and Simpson, in depth from said route, in depth down to a small creek in the rear, at about one arpent and a quarter of said route forming part of lot 1 a above described.

To be sold at the parochial church door of Saint Cyrille of Wendover, on the SECOND day of MARCH next, 1910, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 27th January, 1910. 502
[First published, 29th January, 1910.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } ALPHONSE GOUBOUT,
No 554. } Demandeur ; contre
FRANÇOIS DUPUIS, Défendeur.

Les lots numéros quinze A et quinze B (15 A et 15 B) du dixième rang du canton de Risborough, d'après le plan cadastral officiel du dit canton de Risborough—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ludger, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, 1910, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. V. NADEAU,

Bureau du shérif, Député-Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 14 février 1910.
[Première publication, 19 février 1910.] 905

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } ALPHONSE GOUBOUT,
No. 554. } Plaintiff ; against FRAN-
COIS DUPUIS, Defendant.

Lots members fifteen A and fifteen B (15 A and 15 B) of the tenth range of the township of Risborough, on the official cadastral plan of the said township of Risborough—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ludger, on the TWENTY SECOND day of MARCH next, 1910, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. V. NADEAU,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 14th February, 1910.
[First published, 19th February, 1910.] 906

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } JOSEPH MORIN, Daman-
No 443. } deur ; contre GEORGES
GILBERT, Défendeur.

Un terrain situé dans le neuvième rang du canton de Risborough, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre A (4 A), sur le livre et plan de renvoi officiels du comté du Lac Mégantic, pour le dit canton de Risborough—avec les bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ludger, le TROISIEME jour de MARS prochain, 1910, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 24 janvier 1910. 475-2
[Première publication, 29 janvier 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } JOSEPH MORIN, Plaintiff ;
No. 443. } against GEORGES GIL-
BERT, Defendant.

A lot of land situate in the ninth range of the township of Risborough, known and designated as being lot number four A (4 A), on the official plan and book of reference of the county of Lake Megantic, for the said township of Risborough—with the buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ludger, on the THIRD day of MARCH next, 1910, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 24th January, 1910. 476
[First published, 29th January, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } LA BANQUE NATIONALE,
No 497. } Demanderesse ; vs FRAN-
ÇOIS DUPUIS, Défendeur.

1° Un morceau de terrain comprenant et étant la moitié nord du lot de terre numéro deux (2), dans le huitième rang nord-ouest, d'après le plan primitif du canton Risborough, et étant maintenant connu comme étant le lot numéro deux B (2 B), du dit huitième rang nord-ouest au cadastre officiel pour le dit rang du dit canton—circonstances et dépendances.

2° La moitié sud du lot de terre numéro trois (3), du neuvième rang du canton de Risborough, lequel terrain est désigné sous le numéro trois B (3 B), sur le cadastre officiel pour la division d'enregistrement du comté du Lac Mégantic—avec les bâtisses et

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } LA BANQUE NATIONALE,
No. 497. } Plaintiff ; vs FRANÇOIS
DUPUIS, Defendant.

1. A piece of land comprising and being the north half of the lot of land number two (2), in the eighth north west range, on the original plan of the township of Risborough, and now known as being lot number two B (2 B), of the said north west range on the official cadastre for the said range of the said township—circumstances and dependencies.

2. The south half of the lot of land number three (3), of the ninth range of the township of Risborough, which lot is designated under number three B (3 B), on the official cadastre for the registration division of the county of Lake Megantic—with the

dépendances; sauf et excepté tout le bois de commerce, appartenant à M John Breaky, marchand de bois, de Québec, par acte de promesse de vente à lui consenti par Vital Pomerleau, passé devant M^{re} J. N. Thibodeau, notaire, vers le mois de novembre 1901, auquel acte l'acquéreur s'oblige de se soumettre.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ludger, le TROISIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures et DEMIE de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 24 janvier 1910. 477-2
[Première publication, 29 janvier 1910.]

Ventes par le Shérif—Joliette

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—Joliette.

Joliette, à savoir: } JOSEPH ARCHAMBAULT,
No. 4352 } Demandeur; vs JOSEPH
VITALIEN MARTEL, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de L'Assomption, district de Joliette, faisant et étant partie du numéro 141, des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville, la dite partie de numéro étant limitée comme suit et contenant tout le terrain renfermé dans les bornes suivantes: tenant par devant partie à la rue du Portage et partie à Demoiselle Emma Ritchot, par derrière à la rue Saint-Jean-Baptiste, d'un côté à la rue Saint-James, et de l'autre côté à la dite Emma Ritchot, propriétaire de l'autre partie du numéro officiel 141, à Elzéar Parent, successeur de James Wright, No. 142, aux successeurs de feu Nazaire Villeneuve, numéro officiel 143, et à Joseph Duhamel, numéro officiel 144—avec maison et bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de L'Assomption, le TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 24 janvier 1910. 483-2
[Première publication, 29 janvier 1910.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH MARION, marchand de tabac, de la cité et du district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de ADELARD MONETTE, commis, du même lieu, Défendeur.

Un terrain situé dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, district de Montréal, étant la moitié nord-ouest du lot numéro trente-neuf (½ N. O. du No 39), de la resubdivision du lot numéro huit (8) de la subdivision du lot numéro douze (12) des plan et livre de renvoi officiels du village de la côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelega, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent dix pieds

buildings and dependencies; save and except all the lumber belonging to Mr. John Breaky, lumber merchant, of Quebec, by deed of promise of sale in his favor by Vital Pomerleau, passed before M^{re} J. N. Thibodeau, notary, about the month of November, 1901, to which deed the purchaser is bound to submit.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ludger, on the THIRD day of MARCH next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 24th January, 1910. 478
[First published, 29th January, 1910.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—Joliette.

Joliette, to wit: } JOSEPH ARCHAMBAULT,
No. 4352, } Plaintiff; vs JOSEPH
VITALIEN MARTEL, Defendant.

An emplacement situated in the town of L'Assomption, district of Joliette, forming and being part of number 141, of the official plan and book of reference of the said town, the said part of number being limited as follows and containing all the lands enclosed within the following boundaries: in front partly by the Portage street and partly by Miss Emma Ritchot, in the rear by Saint Jean Baptiste street, on one side by Saint James street, and on the other side by the said Emma Ritchot, proprietress of the other part of official No. 141, by Elzéar Parent, successor of James Wright, No. 142, by the successors of the late Nazaire Villeneuve, official No. 143, and by Joseph Duhamel, official No. 144—with house and buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of L'Assomption, on the THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Shérif.
Joliette, 24th January, 1910. 484
[First published, 29th January, 1910.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH MARION, tobacco merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of ADELARD MONETTE, clerk, of the same place, Defendant.

A lot of land situate in Laurier ward, of the city of Montreal, district of Montreal, being the north west half of lot number thirty nine (N. W. ½ of No. 39), of the resubdivision of lot number eight (8), of the subdivision of lot number twelve (12), of the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, in the county of Hochelega, containing twenty five feet in width by one

six pouces de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins; borné en front par la rue Hutchison, en arrière par une ruelle, du côté sud-est par le résidu du dit lot numéro trente-neuf (No 39) et du côté nord-ouest par le lot numéro trente-huit (38), de la subdivision du dit lot numéro huit (8) — avec une maison y érigée et droit de passage en commun avec d'autres dans les ruelles portant le numéro vingt-deux (No 22) de la dite subdivision, et le lot numéro dix-sept, de la subdivision du dit lot numéro onze (11), de la subdivision du dit lot numéro douze (12).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi

P. M. DURAND,

Bureau du shérif. Député shéri
Montréal, 25 janvier 1910. 47-2
[Première publication, 29 janvier 1910]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure - District de Montréal

Montréal, à savoir: } CLEOPHAS ST. AUBIN,
No 138. } Entrepreneur de la cité

Alias. } et du district de Montréal.
Demandeur: contre les terres et bâtiments de
DAME VICTORIA GOUGEON, du même lieu
épouse séparée de biens de Olier Jutras, agent
d'immeubles, du même lieu, et le dit Olier Jutras,
pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes.
Défenderesse.

Trois lots de terre — avec les bâtisses y érigées situés dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, sous les numéros six cent quatre-vingt-quatre, six cent soixante et quinze et sept cent quatorze (Nos 644, 675 et 714), en constances et dépendances. Les lots numéros six cent quatre-vingt-quatre et six cent soixante-quinze; bornés en front par la rue Sanguinet, et le lot numéro sept cent quatorze, faisant l'enclosure sud-est des rues Sanguinet et Emery.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi

P. M. DURAND.

Bureau du Shérif. Député Shérif.
Montréal, 26 janvier 1910. 555-2
[Première publication, 29 janvier 1910]

**MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour supérieure - District de Montréal.

Montréal à savoir: } JACQUES MATHIAS
No 119. } MARCOTTE, liquidateur,
demandeur, requérant, à ce dûment autorisé sous l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme liquidateur aux biens de "THE RED CROSS MACARONI & VERMICELLI CO., LIMITED", en liquidation.

La moitié sud-est d'un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme partie du lot numéro quatre cent un, de la subdivision du lot numéro onze (401-11), des plans et livres de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, et bornée comme suit: en front par la rue Clarke, en arrière par une ruelle, d'un côté par la subdivision quatre cents du lot numéro onze (400-11), et de l'autre côté par le résidu de la subdivision quatre cent un, du dit lot numéro onze (401-11), des plans susdits — avec les bâtisses dessus érigées, avec ensemble les machineries, engins, bouilloirs et outillages servant à la fabrication du vermicelle et du macaroni.

Le dit lot devant être vendu aux conditions suivantes:

1° L'acquéreur devra payer en sus du prix d'achat à "H. W. Petrie, of Montreal, Limited", corps politique et incorporé, de la cité et du district de Montréal, la somme de trois cent cinquante piécres (\$350.00), en paiement du prix de vente de machi-

hundred and ten feet six inches in depth, all english measure, and more or less; bounded in front by Hutchison street, in the rear by a lane, on the south east side by the remainder of said lot number thirty nine (No. 39) and on the north west side by lot number thirty eight (38) of the subdivision of said lot number eight (8) — with a house there erected, and right of way in common with others in the lanes bearing the number twenty two (No. 22), of the said subdivision, and lot number seventeen of the subdivision of lot number eleven (11) of the subdivision of said lot number twelve (12).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND.

Sheriff's office. Deputy Sheriff.
Montréal, 25th January 1910. 498
[First published, 29th January 1910]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court - District of Montreal

Montreal, to wit: } CLEOPHAS ST. AUBIN,
No. 138 } contractor of the city and

Alias. } district of Montreal, plaintiff;
against the lands and tenements of DAME VICTORIA GOUGEON of the same place, wife separated as to property of Olier Jutras, real estate agent of the same place, and the said Olier Jutras to authorize his said wife for the purposes hereof, Defendant.

Three lots of land — with the buildings thereon erected, situate in Saint Louis ward, of the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, under the numbers six hundred and eighty four, six hundred and eighty five and six hundred and fourteen (Nos. 684, 675 and 714 — comprising and dependencies. Lots numbers six hundred and eighty four and six hundred and seventy five; bounded in front by Sanguinet street, and lot number six hundred and fourteen, forming the south east corner of Sanguinet and Emery streets.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montréal, 26th January 1910. 586
[First published, 29th January, 1910.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court - District of Montreal.

Montreal to wit: } JACQUES MATHIAS MAR-
No. 119. } COTTE, liquidator, peti-
tioner duly authorized hereof under article 879, of the code of civil procedure of the province of Quebec, as liquidator to the property of THE RED CROSS MACARONI & VERMICELLI CO., LIMITED, in liquidation.

The south east half of a lot of land being and situate in the city of Montreal known and designated as part of lot number four hundred and one, of the subdivision of lot number eleven (401-11) of the official plan and book of reference of the village of Côte Saint-Louis, and bounded as follows: in front by Clarke street, in the rear by a lane on one side by subdivision four hundred of lot number eleven (400-11), and on the other side by the remainder of subdivision four hundred and one of said lot number eleven (401-11), of the aforesaid plans — with the buildings thereon erected, together with the machinery, engines, boilers and equipment used in the manufacture of vermicelli and macaroni.

The said lot to be sold on the following conditions:

1. The purchaser shall pay over and alone the purchase price, to H. W. Petrie, of Montreal, Limited, a body politic and corporate, of the city and district of Montreal the sum of three hundred and fifty dollars (\$350.00), in payment of the sale

neries, engins et bouilloires leur appartenant, tels que détaillées au procès-verbal du jugement obtenu par la dite compagnie "H. W. Petrie, of Montreal, Limited, contre "The Red Cross Macaroni & Vermicelli Limited", en date du 2 septembre 1909 dans la cause No 3648, de la cour supérieure du district de Montréal.

2° De plus une somme de deux cent quinze piastres (\$215.00) à François Arpin, de la cité et du district de Montréal, pour balance due sur prix de vente sur certaines machineries sur lesquelles il y a un lieu, en vertu du contrat de vente du 27 février 1909.

Pour être vendue à mon bureau en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif
Montreal 25 janvier 1910. 499-2
[Première publication 29 janvier 1910]

Ventes par le Sherif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS MANDAT DE CURATEUR.

Québec, à savoir : JURE JAMES J. MURPHY, N. 1302, JURE J. FAILLI, et GEORGES LEFAIVRE et LEONCE TASCHEREAU, curateurs conjoints, à savoir :

La partie sud du lot No. 4216 (quatre mille deux cent seize), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, laquelle partie sud du dit lot maintenant connue et désignée sous le No 4216-2 (quatre mille deux cent seize-2) du cadastre officiel pour le dit quartier; borne à l'est par la rue Saint-Augustin, à l'ouest par la rue Conroy, et mesurant environ vingt-un pieds quatre pouces et demi en front et cent seize pieds de profondeur, plus ou moins, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Augustin—avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances; sujet aux conditions du bail passé devant C. E. Taschereau, notaire, en date du 11 novembre 1908.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jours de MARS prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif, Député Shérif.
Québec, 17 février 1910. 945
[Première publication, 19 février 1910.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : REVEREND LUCIEN NAPOLEON LECLERC DIT FRANCOEUR, Demandeur; contre ALFRED BIRON, Défendeur.

Une ferme située dans le canton de Weedon, dans le comté de Wolfe, composée des terrains suivants :

price of the machinery, engines and boilers belonging to them, as set forth in detail in the *procès verbal* of the judgment obtained by the said H. W. Petrie, of Montreal, Limited against The Red Cross Macaroni & Vermicelli Co., Limited dated the 2nd September, 1909 in cause No. 3648, of the superior court of the district of Montreal.

2 Moreover a sum of two hundred and fifteen dollars (\$215.00) to François Arpin, of the city and district of Montreal, for balance due on sale price on certain machinery on which he has a *lien*, in virtue of the contract of sale of the 27th February, 1909.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal 25th January, 1910. 500
[First published, 29th January, 1910]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS. CURATOR'S WARRANT.

Québec, to wit : JURE JAMES J. MURPHY, No. 1302, JURE J. FAILLI, and GEORGES LEFAIVRE and LEONCE TASCHEREAU, joint curators, to wit :

The south portion of lot No 4216 (four thousand two hundred and sixteen), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Québec, which south portion of the said lot is now known and designated under number 4216-2 (four thousand two hundred and sixteen-two), of the official cadastre for the said ward; bounded on the east by Saint Augustin street, on the west by Conroy street, and measuring about twenty one feet, four inches and a half in front, and one hundred and sixteen feet in depth, more or less, being an emplacement situated on Saint Augustin street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependences; subject to the conditions of the lease passed before C. E. Taschereau, notary, dated the 11th November, 1908.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN.

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 17th February, 1910. 946
[First published, 19th February, 1910]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.

Saint-François, to wit : REVEREND LUCIEN NAPOLEON LECLERC DIT FRANCOEUR, Plaintiff; against ALFRED BIRON, Defendant.

A farm situate in the township of Weedon, in the county of Wolfe, composed of the following lots :

Les lots numéros 15j (15j), quinze k (15k) et seize a (16a), du cinquième rang, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre, pour le dit canton de Weedon—ensemble avec la maison, grange et autres bâties dessus construites—circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jauvier, communément appelée Saint-Janvier de Weedon, le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 16 février 1910. 915
[Première publication, 19 février 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } LA BANQUE NATIONALE, corps politique et dûment incorporée, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité et district de Québec, Demanderesse ; contre GILBERT ROY et A. TANGUAY, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, Défendeurs, conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant au susdit défendeur, Gilbert Roy, les immeubles suivants, à savoir :

Ces morceaux ou lots de terre situés dans le village de Weedon Centre, dans le comté de Wolfe, connus et désignés sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit village de Weedon Centre, comme lots numéros cent quarante-neuf (149) et cent cinquante (150); bornés en front par le chemin public—avec les bâties sus-érigées et améliorations faites.

Les dits lots de terre pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Janvier, communément appelée Saint-Janvier de Weedon, le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif
Sherbrooke, 16 février 1910. 913
[Première publication, 19 février 1910.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } MADAME ONESIME GODARD de la ville de Saint-Ours, veuve de F. X. Proulx, Demanderesse ; contre GEORGE ALLAN MORISON, de Ogema, état du Minnesota, Etats-Unis, en sa qualité d'héritier-bénéficiaire de Lewis Francis Morison, en son vivant avocat, des cités et districts de Saint-Hyacinthe, Défendeur.

1° Un terrain situé en la cité de Saint-Hyacinthe, rue du Palais, de quatre-vingt cinq pieds et demi de front sur cent vingt pieds de profondeur; tenant devant à la dite rue, en profondeur à Madame C. P. Durocher ou représentants, d'un côté Madame Henriette Bernier et le bureau d'enregistrement, et de l'autre côté L. P. Morin, comprenant tout le lot numéro cinq cent soixante-dix-neuf (579), des plans et livre de renvoi officiels de la cité de Saint-Hyacinthe, quarante pieds et demi de front sur toute la profondeur du lot numéro cinq cent soixante-dix-huit (578), étant la partie avoisinant le lot ci-dessus, quarante pieds et demi de front sur trente pieds de profondeur, à la profondeur du lot numéro cinq cent soixante-trois (573), quarante-cinq pieds de

Lots numbers fifteen j (15j), fifteen k (15k) and sixteen a (16a), of the fifth range, on the official plan and book of reference of the cadastre for the said township of Weedon—together with the house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in block, at the church door of the parish of Saint Jauvier, commonly called Saint Janvier de Weedon, on the TWENTY SECOND day of MARCH next, at ONE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 16th February, 1910. 916
[First published, 19th February, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } LA BANQUE NATIONALE, a body politic and corporate, duly incorporated, having its chief office and principal place of business in the city and district of Quebec, Plaintiff; against GILBERT ROY and A. TANGUAY, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, Defendants, jointly and severally.

Seized as belonging to the above named defendant, Gilbert Roy, the following immovables, to wit :

Those certain pieces or lots of land situate in the village of Weedon Centre, in the county of Wolfe, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said village of Weedon Centre, as the lots numbers one hundred and forty nine (149) and one hundred and fifty (150): bounded in front by the public road—with the buildings and improvements thereon erected and made.

The said lots of land to be sold en bloc, at the church door of the parish of Saint Jauvier, commonly called Saint Janvier de Weedon, on the TWENTY-SECOND day of MARCH next, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Shérif
Sherbrooke, 16th February, 1910. 914
[First published, 19th February, 1910.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Saint Hyacinth.
Saint Hyacinth, to wit : } MADAME ONESIME GODARD, of the town of Saint Ours, widow of the late F. X. Proulx, Plaintiff; against GEORGE ALLAN MORISON, of Ogema, state of Minnesota, United States, in his capacity of beneficiary heir of Lewis Francis Morison, in his lifetime advocate of the city and district of Saint Hyacinth, Defendant.

1. A piece of ground situated in the city of Saint Hyacinthe, on Du Palais street, containing eighty five feet and half in front by one hundred and twenty feet in depth; bounded in front by the said Du Palais street, in depth to Madame C. P. Durocher or representatives, on one side Madame Henriette Bernier and the registry office, and on the other side L. P. Morin, containing the whole lot number five hundred and seventy nine (579), on the official plan and book of reference of the city of Saint Hyacinth, forty feet and half in front by the whole depth of lot number five hundred and seventy eight (578), being the part adjoining the above lot, forty feet and a half in front by thirty feet in depth, to be taken at the depth of lot number five hundred

front sur trente pieds de profondeur, à la profondeur du lot numéro cinq cent soixante et douze (572), du dit cadastre de la dite cité — avec une maison en briques et dépendances y érigées.

2° Un pont de péage traversant la rivière Yamaska en reliant la cité de Saint-Hyacinthe avec cette partie de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, qui est maintenant le village Saint-Joseph, le dit pont généralement connu sous le nom de "Pont du Centre", et situé, moitié dans la dite cité de Saint-Hyacinthe et moitié dans le dit village Saint-Joseph, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Saint-Hyacinthe, sous les numéros 708 et 19, et sous le numéro 80, sur le plan cadastral de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, dans les comté et district de Saint-Hyacinthe — avec les quais, arcades, constructions servant à asseoir le dit pont et à y communiquer, avec la maison et la barrière de péage et les dépendances et accessoires qui en font partie et servant à son exploitation, et au-si tous les droits, franchises et privilèges s'y rattachant et spécialement ceux originairément concédés à Jean Marie Langlois dit Germain, ses héritiers, exécuteurs et ayant cause, par l'acte 57, George III, chap 37, et reconnus dans des statuts de l'ancienne province du Canada et de la législature de la province de Québec; les dits pont, droits, franchises et privilèges tels que possédés par feu Lewis Francis Morison et sujets aux obligations, réserves et permissions déoulant de toutes conventions faites par le dit Lewis Francis Morison ou ses auteurs, avec toute personne, société, et compagnie.

3° Un pont de péage connu et désigné sous le nom de "Pont Barsalou", situé, partie dans la cité de Saint-Hyacinthe et partie dans le village de La Providence, qui a été détaché de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, traversant, le dit pont, la rivière Yamaska et aboutissant au chemin public de la concession sud de la rivière Yamaska, appelée rue Sainte-Anne, dans le village de la Providence, avec les quais, arcades constructions servant à asseoir le dit pont et à y communiquer, ainsi que la maison et la barrière de péage et autres ouvrages et constructions formant partie du dit pont, les dépendances et généralement tout ce qui forme et constitue la propriété du dit pont et sert à son exploitation, lequel dit pont est désigné sous le numéro cent soixante quatorze (174) et partie du numéro cent soixante quinze (175), au plan cadastral de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe et sous le numéro sept cent douze (712), au plan cadastral de la cité de Saint-Hyacinthe; la dite partie du numéro 175, de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, bornée en front par la rivière Yamaska, d'un côté par le chemin qui conduit de la rue Sainte-Anne au dit pont, en profondeur, par une ruelle, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro 175, avec tous les droits, franchises et privilèges y attachés et spécialement ceux accordés à Joseph Barsalou, ses héritiers, successeurs et ayant cause, par le statut de l'ancienne province du Canada, 27-28 Victoria, chap. 104, et reconnus par ces statuts subséquents de la législature de la province de Québec, et ceux originairément concédés à Jean Marie Langlois dit Germain par l'acte 57, George III, chap. 37, et qui peuvent encore se rattachent au dit pont et au maintien d'icelui; les dits pont, franchises et privilèges tels que possédés et exploités par feu Lewis Francis Morison, et sujets à toutes obligations, permissions et réserves pouvant écouler de tout acte de convention consenti par le dit Lewis Francis Morison ou ses auteurs avec toute personne, société ou compagnie.

Pour être vendus à mon bureau, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, 1910, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Saint-Hyacinthe, 14 février 1910. 909

[Première publication, 19 février 1910.]

and seventy three (573), forty five feet in front by thirty feet in depth, to be taken at the depth of lot number five hundred and seventy two (572), of said cadastre of the said city — with a brick building, and other dependencies thereon erected.

2. A toll-bridge crossing the Yamaska river and connecting the city of Saint Hyacinth with that part of the parish of Saint Hyacinth-le-Confesseur, which now is the village of Saint Joseph, the said bridge generally known under the name of "Pont du Centre" and situate, for one part in the said city of Saint Hyacinth and other part in the said village of Saint Joseph, and known and designated on the official plan and book of reference of the city of Saint Hyacinth, under the numbers 708 and 19, and under the number 80, on the cadastral plan of the parish of Saint Hyacinth-le-Confesseur, in the county and district of Saint Hyacinth, — with the wharfs, arcades, constructions used to stand the said bridge and communicating thereon, with the house and a toll-gate and the dependencies and accessories which therein attached and used for its working, and also all the rights, franchises and privileges therein attached and specially those originally granted to Jean Marie Langlois dit Germain, his heirs executors and assigns by the act 57, George III, chap. 37, and proclaimed in statutes of the ancien province of Canada and of the Legislature of province of Quebec; the said bridge, rights franchises and privileges as possessed by the late Lewis Francis Morison and to be subject to the obligations, reserves and permissions proceeding from all agreements of the said Lewis Francis Morison or authors, with any body, society and company;

3. A toll-bridge known and designated under the name of "Pont Barsalou", situate, for one part in the city of Saint Hyacinth and other part in the village of La Providence, which has been detached from the parish of Notre-Dame de Saint Hyacinth, the said bridge crossing the Yamaska river and bordering on the public road of the south concession of Yamaska river, named Sainte Anne street, in the village of La Providence, with the wharfs, arcades, constructions used to stand the said bridge and communicating thereon, also the house and a toll-gate and other works and constructions attached to said bridge, dependencies and generally all that forms and constitutes the property of said bridge and used for its working, which said bridge designated under the number 174 and a part of number 175, on the official plan and book of reference of the parish of Notre-Dame de Saint Hyacinth and under the number 712, on the cadastral plan of the city of Saint Hyacinth; the said part of number 175, of the parish of Notre-Dame de Saint Hyacinth: bounded in front by Yamaska river, on one side by the road leading from Sainte Anne street to said bridge, in depth by a lane, and on the other side by the remainder of said lot number 175, with all the rights, franchises and privileges attached therein and specially those granted to Joseph Barsalou, his heirs, successors and assigns, by statute of the ancien province of Canada, 27-28 Victoria, chap. 104, and proclaimed by subsequent statutes of the Legislature of the province of Quebec, and those originally granted to Jean Marie Langlois dit Germain by the Act 57, George III, chap. 37, and could tie again with said bridge and could maintain it; the said bridge, franchises and privileges as possessed by the late Lewis Francis Morison and to be subject to all the obligations, permissions and reserves which could proceed from all deed of agreement of the said Lewis Francis Morison or authors with any body, society or company.

To be sold at my office, in the court house, in the city of Saint Hyacinth, on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of MARCH next, 1910, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Saint Hyacinth, 14th February 1910. 910

[First published, 19th February 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District of Montreal.

Saint-Hyacinth, à savoir : **THE PEERLESS**
No. 3863. **GAS LIGHT**
COMPANY OF MONTREAL (LIMITED), corps
politique et incorporé, ayant son principal bureau
d'affaires dans la cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre **R. H. GATES**, de la ville de
Maisonneuve, district de Montréal, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des
immeubles saisis dans la présente cause, étant la
part du numéro 657 ainsi que les lots numéros
828-829-843, du cadastre de Saint-Pie—avec maison,
m gasin, moulin à scie, moulin à farine, moulin à
cartes et accessoires y érigés avec pouvoir d'eau et
igu (dam), qui devait avoir lieu à dix heures de
l'avant midi, le dix huitième jour de janvier dernier
(1910) en la dite paroisse de Saint-Pie, aura lieu
MERCREDI, le NEUVIEME jour de MARS pro-
chain (1910) à **DIX heures ET DEMIE** de l'avant-
midi, à la porte de l'église de la paroisse de **SAINT-
PIE**, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 15 février 1910 907
[Première publication, 19 février 1910]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et **HERITAGES** sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois Rivières, à savoir : **LA BANQUE D'HO-**
No 273. **LE CHELAGA**, corpora-
tion ayant son principal bureau d'affaires dans
la cité et district de Montréal, Demanderesse ; vs
ARTHUR LAMBERT, Défendeur.

Les lots de terre situés en la ville de Grand-Mère,
maintenant connus et désignés sous les numéros
cent onze, cent douze et cent treize, de la subdivision
du numéro quatre-vingt cinq (85), du cadastre d'en-
registrement de la paroisse de Sainte-Florence, comté
de Saint-Maurice, faisant front sur l'avenue Saint
Maurice et sur l'avenue Ross, et mesurant : le lot
cent onze (111), cinquante pieds de largeur par cent
pieds de profondeur ; le lot cent douze (112), cin-
quante pieds par cent trente-trois pieds, et le lot
cent-treize (113), cinquante-trois pieds et trois
pouces par cent trente-trois pieds ; le tout mesure
anglaise, plus ou moins—avec bâtisses, circon-
stances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Paul-de-Grand-Mère, en la ville de
Grand-Mère, le **VINGT TROISIEME** jour de
MARS prochain, à **DIX heures** du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois Rivières, 16 février 1910. 911
[Première publication, 19 février 1910].

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois Rivières, à savoir : **JOSEPH PINARD**
No 212. **JOSEPH PINARD**, Demandeur ; contre
YVES DESFOSSÉS, Défendeur.

1^e Une terre située en la paroisse de Sainte Per-
pétue, au rang nord-ouest de Sainte-Marie, étant
la subdivision 20 du lot numéro un (1-20) du ca-
dastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite pa-
roisse de Sainte-Perpétue, du contenu de trois
arpents de front sur vingt arpents de profondeur,
plus ou moins—avec bâtisses, circonstances et dé-
pendances.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Saint-Hyacinth, to wit : **THE PEERLESS**
No. 3863. **GAS LIGHT COM-**
PANY OF MONTREAL (LIMITED), a body
politic and corporate, having its principal place of
business at the city and district of Montreal,
Plaintiff ; against **R. H. GATES**, of the town of
Maisonneuve, district of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the im-
meubles seized in this cause, being a part of lot
number 657, and all the lots numbers 828-829-843,
of the cadastre of Saint Pie—with house, store, a
saw mill, flour mill and a card mill, and accessories
thereon erected, with a water power and a dam,
formerly announced to take place at ten o'clock in
the forenoon, on the eighteenth day of January
last (1910) in the said parish of Saint Pie, will
take place **WEDNESDAY, on the NINTH day of
MARCH** next (1910), at **HALF PAST TEN**
o'clock in the forenoon, at the parochial church
door of **SAINT PIE**, county of Bagot, district of
Saint-Hyacinth.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint-Hyacinth, 16th February 1910 908
[First published, 15th February, 1910]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respective
time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : **LA BANQUE D'HO-**
No 273. **LE CHELAGA**, a corpora-
tion having its head office in the city and district
of Montreal, Plaintiff ; vs **ARTHUR LAMBERT**
Defendant.

The lots of land situate in the town of Grand-
Mère, now known and designated under numbers
one hundred and eleven, one hundred and twelve
and one hundred and thirteen of the subdivision
of number eighty five (85) of the registration cadastre
of the parish of Sainte-Florence, county of Saint-
Maurice, fronting Saint Maurice avenue and on Ross
avenue, and measuring : lot one hundred and
eleven (111), fifty feet in width by one hundred feet
in depth ; lot one hundred and twelve (112), fifty
feet by one hundred and thirty three feet, and lot
one hundred and thirteen (113), fifty three feet and
three inches by one hundred and thirty three feet,
all in English measure, and more or less—with build-
ings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Paul de Grand-Mère, in the town of Grand-
Mère, on the **TWENTY THIRD** day of **MARCH**
next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 16th February, 1910. 912
[First published, 19th February, 1910]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : **JOSEPH PINARD**
No. 212. **JOSEPH PINARD**, Plaintiff ; against
YVES DESFOSSÉS, Defendant.

1. A farm situate in the parish of Sainte Per-
pétue in the north west range of Sainte Marie,
being subdivision 20, of the lot number one (1-20),
of the official cadastre of the county of Nicolet,
for the said parish of Sainte-Perpétue, containing three
arpents in front by twenty arpents in depth, more
or less—with buildings, circumstances and depen-
dencies.

2° Un terrain situé en la paroisse de Sainte-Perpétue, contigu à ce qui en premier lieu désigné, dans le rang Sainte-Marie, étant la moitié ou le bout sud-est du lot numéro 21, de la subdivision du lot numéro un, du cadastre de la dite paroisse; borné en front au chemin de front du dit rang, en profondeur à Alcide Lacourse, du côté nord-est à Joseph Champagne, et du côté sud-ouest au dit lot numéro 1-20.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Perpétue, le DEUXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif,
Trois Rivières, 26 janvier 1910. 539-2
[Première publication, 29 janvier 1910]

2. A lot of land situate in the parish of Sainte-Perpétue, contiguous to that firstly described in the Sainte-Marie range, being the south west half or end of lot number 21, of the subdivision of the lot number one, of the cadastre of the said parish; bounded in front by the front road of the said range, in depth by Alcide Lacourse, on the north east side by Joseph Champagne, and on the south west side by the said lot number 1-20.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Perpétue, on the SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 26th January, 1910. 540
[First published, 29th January, 1910].

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 16ième jour de février 1910, de nommer M. Henry George Elliott, sous agent général des passagers du Grand Tronc, de la cité de Montréal, juge de paix en vertu de l'article 2572 des S. R. P. Q.

949

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 16 février, de nommer M. Louis Mayrand, shérif, du district d'Iberville, de la ville de Saint-Jean, commissaire "per dedimus potestatem."

951

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné par la ville de Maisonneuve que le s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, et obtenir les pouvoirs additionnels suivants :

1° Obtenir l'autorisation d'annexer la municipalité du village de Rosemont, ainsi que le territoire ou partie de territoire de certaines municipalités voisines de la ville de Maisonneuve ;

2° Autoriser le conseil à contracter des emprunts pour construire un hôtel de ville, pour pouvoir à l'ouverture par voie d'expropriation ou autrement des rues Sherbrooke, Armand, du Parc et Charlemagne, pour paver les rues Notre Dame, Ste Catherine et Ontario, acheter les terrains requis pour parcs publics, pour la construction de trottoirs permanents et l'achat de machines et instruments pour la voirie, autoriser le conseil à dépenser annuellement une certaine somme pour planter des arbres le long des rues faire sanctionner certains rôles de cotisations, et en général pour tous fins concernant la bonne administration de la ville.

L. J. S. MORIN,

955 Procureur pour la ville de Maisonneuve.

CITÉ DE QUÉBEC

HOTEL DE VILLE

Bureau du greffier de la cité.

Québec, 5 février 1910.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, pour obtenir l'autorisation d'emprunter deux cent mille piastres (\$200,000) pour le coût de travaux permanents à être faits dans le quartier Limoilou,

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 16th day of February, 1910, to appoint Mr. Henry George Elliott, assistant general passenger agent of the Grand Trunk, of the city of Montreal, a justice of the peace, in virtue of article 2572 of the R. S. P. Q.

950

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 16th February to appoint Mr. Louis Mayrand, shérif of the district of Iberville, of the town of St. John, a commissioner "per dedimus potestatem".

952

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given by the town of Maisonneuve, that this corporation will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the enactment of a law amending its charter and to secure the following additional powers :

1. To be authorized to annex to said town, the municipality of the village of Rosemont, also the territory in part or in whole of certain municipalities contiguous to the town of Maisonneuve ;

2. To authorize the council to borrow monies for the erection of a town hall, for the opening, by expropriation or otherwise of Sherbrooke, Armand, du Parc and Charlemagne streets, to pave Notre-Dame, Sainte Catherine and Ontario streets, to purchase land for public parks, to construct permanent sidewalks, to purchase machineries and apparatus for the road department, to authorize the council to spend annually a certain sum for planting trees along the streets, to secure ratification of certain rolls of perception, and in general to secure enactments concerning the good administration of the town.

L. J. S. MORIN,

956 Attorney for the town of Maisonneuve.

CITY OF QUÉBEC.

CITY HALL.

City clerk's office

Québec, 5th February, 1910.

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the provincial Legislature, at its next session, for certain amendments to its charter of incorporation, to wit : for authorization to borrow two hundred thousand dollars (\$200,000.00) to pay for works of a permanent nature to be executed in Limoilou ward, twenty thousand dollars

vingt mille piastres (\$20,000.00) pour l'acquisition de terrains et droits de servitude en rapport avec l'aqueduc de la cité; quinze mille piastres (\$15,000.00) pour se rembourser du coût de travaux permanents faits à la Côte d'Abraham et d'indemnités et frais payés en rapport avec ces travaux; pour modifier à manière d'évaluer des propriétés foncières pour l'imposition des taxes, et la manière de décider les plaintes faites contre les livres de cotisation; pour protéger davantage l'eau de l'aqueduc contre les impuretés, et pour autres fins.

Par ordre,

H. J. J. B. CHOUINARD,

947

Greffier de la cité.

Avis est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte, concernant différents sujets et entr'autres choses: Pour l'établissement, la réglementation et l'administration plus complète d'un ou plusieurs abattoirs publics avec droit de faire payer une somme quelconque pour l'abattage de animaux; pour l'inspection plus complète des viandes, denrées, légumes, lait et autres choses de même nature et le droit de charger certaine somme d'argent pour cette inspection; pour assimiler le prix de l'eau, de la lumière, du pouvoir et du chauffage fourni par la cité aux autres taxes municipales quant aux privilèges; pour permettre au comité de finance de faire son rapport à la même séance du conseil que l'affaire lui en est soumise; pour rappeler la section 479 de l'acte des cités et villes, 1903; pour appliquer à la cité la clause 416 de l'acte des cités et villes, 1903; pour avoir le droit d'acheter des débiteures municipales; pour être autorisée à faire des dépenses de réceptions publiques, soit faites par la ville elle-même, soit faites par un corps public quelconque dans lesquelles la ville aurait un intérêt; pour avoir le droit d'exempter la "Sherbrooke Street Railway Company" du paiement de taxes pour vingt ans; pour avoir le droit d'arrestation des colporteurs qui ne paient pas leur licence municipale; pour ratifier l'engagement pris par la cité en vertu d'un contrat fait devant E. B. Worthington, notaire, le 29 juillet 1909, entre la cité de Sherbrooke et la Canadian Pacific Railway Company, à l'effet que les biens mentionnés dans ce contrat appartenant à la dite compagnie ne seront pas évalués à plus de \$50,000.00 pour le terme qui y est mentionné.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs de la cité de Sherbrooke.

Daté à Sherbrooke, ce 16ième jour de février 1910. 935

Avis public est par les présentes donné que la ville Emard, corporation municipale, douée de la personnalité civile, présentera un bill à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les objets suivants:

a. Amender la section 121 de la "Loi des cités et villes, 1903, 3 Edouard VII, chapitre 38," en autant qu'il s'agit de la ville Emard, de manière que tout arrondissement de votation ne renferme pas plus de deux cents électeurs;

b. Ratifier un contrat passé entre la ville Emard et "The Saint-Paul Electric Light & Power Company Inc.," passé le 12 août 1909, au sujet du pompage de l'eau de l'aqueduc.

c. Autoriser la ville Emard à passer un contrat de bail avec "The Mount Royal Spinning Company Ltd." d'une habitation de terre située dans la ville Saint-Paul, le long de la ruelle Saint-Louis, dans la ville Emard, et à modifier en conséquence, s'il y a lieu, les bornes respectives des villes Emard et Saint-Paul.

d. Autoriser le conseil de la ville Emard à emprunter, par règlement ou résolution, une somme d'argent n'excédant pas \$300,000.00, applicables à

(\$20,000.00), to purchase the land and rights of servitude in connection with the city waterworks; fifteen thousand dollars (\$15,000.00) to reimburse the city treasury for the amount of works of a permanent nature executed in côte d'Abraham and indemnities and costs paid in connection with the said works; to modify the mode of valuation of immoveable property with regard to the imposition of taxes, and to change the mode of deciding complaints made against the assessors' books; to better protect the water of the city waterworks against pollution, and for other purposes.

By order,

H. J. J. B. CHOUINARD,

948

City clerk.

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to amend its charter respecting different subjects and amongst others: For the establishment, regulation and more complete administration of one or more public abattoirs with right to charge a certain sum for the killing of animals; for a more complete inspection of meats, foodstuffs, vegetables, milk and other things of a like nature, and the right to charge a certain sum of money for such inspection; to assimilate the price of water, light, power and heat supplied by the city to the other municipal taxes as the privileges; to allow the finance committee to make its report at the same session of the council in which the matter is submitted to it; to recall section 479 of the cities and towns act, 1903; to apply to the city clause 416 of the cities and town's act, 1903; to have the right to purchase municipal debentures; to be authorized to make expenditures for public receptions, either held by the town itself or by any public body in which the city would be interested; to have the right to exempt the Sherbrooke Street Railway Company from the payment of taxes for twenty years; to have the right to arrest peddlers who do not pay their municipal license; to ratify the agreement entered into by the city in virtue of a contract made before E. B. Worthington, notary, on the 29th July, 1909, between the city of Sherbrooke and the Canadian Pacific Railway Company, to the effect that the property mentioned in such contract belonging to the said company shall not be valued at more than \$50,000.00 for the term of years mentioned therein.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for the city of Sherbrooke.

Dated at Sherbrooke, this 16th day of February, 1910. 936

Public notice is hereby given that the town of Emard, a municipal corporation, endowed with civil personality will present a bill to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for the following purposes:

a. To amend section 121 of the "Cities and Towns' Act, 1903, 3 Ed VII, chap. 38", in so far as regards the town of Emard, so that no polling district shall include more than two hundred electors.

b. To ratify a contract made between the town of Emard and "The Saint Paul Electric Light & Power Company, Inc.," passed on the 12th August, 1909, respecting the pumping of the waterworks water.

c. To authorize the town of Emard to enter into a lease with "The Mount Royal Spinning Company Ltd.", of a strip of land situate in the town of Saint Paul, along Saint Louis lane, in the town of Emard, and in consequence to modify, if need be, the respective limits of the towns of Emard and Saint Paul.

d. To authorize the council of the town of Emard to borrow, by by-law or resolution, a sum of money not exceeding \$300,000.00 applicable to the exclu-

l'exécution exclusive de certains travaux permanents, cet emprunt devant se faire par l'émission de bons ou de rentures de la ville, et cette émission sera exempte des formalités édictées en pareil cas par la loi des cités et villes, 1903, la charte de la ville, ou tout autre statut s'appliquant à la ville Emard.

CODERRE & CODERRE,

Procurers de la ville Emard.
Ville Emard, 15 février 1910. 925

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, par Louis Solomon, Moses Tritt, Samuel L. Kolber, Samuel Miller, David Sperber, Samuel Glickman, Wolf Zackun, David Blumer, Joseph Steinberg, Louis Pressner, J. Diamond, Robert Jacobson, Moses Block, Samuel Asner, tous marchands, David Solomon, Abraham Klein, Louis Berger, Abraham Miller, Abraham Elkin, tous manufacturiers, Barnard Gross, Joseph A. Bessner, Philip Popliger, Abraham Schechter, agents d'immeubles, et Joseph Edelberg, épicer en gros, tous des cité et district de Montréal, afin de les incorporer en une corporation religieuse sous le nom de "The Hebrew Orthodox Talmud Thorah of Montreal", avec pouvoir d'acquérir et posséder des meubles et immeubles, établir des endroits où l'instruction gratuite des écritures judaïques et autres sujets peuvent être donnés aux enfants des parents juifs résidents dans les cité et district de Montréal et ailleurs, tenir des services religieux, tenir des registres des actes de l'état civil et exercer tous les autres droits ayant rapport à une corporation religieuse et pour autres fins.

M. M. SPERBER,

Procureur des requérants.
Montréal, 16 février 1910. 967

Avis est par le présent donné que Le Crédit Général s'adressera à la législature, de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi amendant sa charte (9 Edward VII, chap. 117), concernant les affaires suivantes :

1. Le nom de la compagnie ;
2. La non-demande à la compagnie de certains articles des clauses générales des compagnies à fonds social ;
3. Les devoirs de la compagnie au sujet de la nomination des inspecteurs ;
4. Les pouvoirs de la compagnie concernant :
 - (a) La transaction de ses affaires ;
 - (b) La réception de dépôts ;
 - (c) Agir comme agent financier pour tuteurs et curateurs ;
 - (d) Garantir les titres ;
 - (e) Eriger et mettre en opération des édifices pour l'entrepôt ;
 - (f) Acheter des lettres de change et faire les affaires de change ;
 - (g) Emettre des obligations et autres garanties ;
 - (h) Emission et paiement du fonds social, et demandes d'icelui ;
 - (i) Acquérir des actions dans d'autres compagnies ;
5. Les pouvoirs additionnels ordinairement octroyés aux compagnies de crédits.

ANTONIO PERRAULT,

Solliciteur du requérant.
Montréal, 16 février 1910. 941

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature provinciale, à sa prochaine session, par Adalbert Lacasse, connu sous le nom de Adalbert Trudel, de Québec, dans le district de Québec pour l'adoption d'un acte autorisant le dit Adalbert Lacasse à porter à l'avenir à toutes fins de droit et de loi, le nom de Adalbert Trudel avec tous les droits et obligations qui pourront en découler, et pour ratifier tous actes, con-

sive execution of certain permanent works, such loan to be made by the issue of bonds or debentures of the town, and said issue shall be exempt from the formalities enacted in similar cases by the Cities and Towns' Act, 1903, the charter of the town, or any other statute applying to the town of Emard.

CODERRE & CODERRE,

Attorneys for the town of Emard.
Town of Emard, 15th February, 1910. 928

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session by Louis Solomon, Moses Tritt, Samuel L. Kolber, Samuel Miller, David Sperber, Samuel Glickman, Wolf Zackun, David Blumer, Joseph Steinberg, Louis Pressner, J. Diamond, Robert Jacobson, Moses Block, Samuel Asner, all merchants, David Solomon, Abraham Klein, Louis Berger, Abraham Miller, Abraham Elkin, all manufacturers, Barnard Gross, Joseph A. Bessner, Philip Popliger, Abraham Schechter, real estate agents and Joseph Edelberg, wholesale grocer, all of the city and district of Montreal, to incorporate them as a religious corporation under the name of "The Hebrew Orthodox Talmud Thorah of Montreal, with power to acquire and possess moveable and immoveable property, to establish places where gratuitous instruction in the Jewish scriptures and other subjects may be given to the children of Jewish parents residing in the city and district of Montreal and elsewhere, to hold religious services, to keep registers of acts of civil status and to exercise all other rights incident to a religious corporation and for other purposes.

M. M. SPERBER,

Attorney for applicants.
Montreal, 16th February, 1910. 968

Notice is hereby given by The General Trust that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter (9 Edward VII, chap. 117), in relation to the following matters :

1. The name of the company ;
2. The non-application to the company of certain articles of the joint stock companies' general clauses ;
3. The duties of the company with respect to the appointment of inspectors ;
4. The powers of the company with respect to :
 - (a) Carrying on its business ;
 - (b) Receiving deposits ;
 - (c) Acting as financial agent of tutors and curators ;
 - (d) Guaranteeing titles ;
 - (e) Erecting and operating storage buildings ;
 - (f) Buying bills of exchange and doing an exchange business ;
 - (g) Issue of bonds and other securities ;
 - (h) Issue and payment of capital stock, and calls thereon ;
 - (i) Acquiring shares in other companies ;
5. Such additional powers as are customarily granted to trust companies.

ANTONIO PERRAULT,

Solicitor for the applicant.
Montreal, 16th February, 1910. 942

Notice is hereby given that application will be made to the provincial Legislature, at its next session, by Adalbert Lacasse, known under the name of Adalbert Trudel, of Québec, in the district of Québec, for the passing of an act authorizing the said Adalbert Lacasse to bear in future for all rightful and lawful purposes, the name of Adalbert Trudel, with all the rights and obligations that may proceed therefrom, and to ratify all acts, contracts,

trats, marchés ou conventions faits et passés par lui jusqu'à ce jour, sous le nom de Adalbert Trudel.

LS SAVARD, N. P.
Procureur du requérant.
923

Québec, 16 février 1910.

agreements or covenants made and entered into by him up to this day, under the name of Adalbert Trudel.

LS SAVARD, N. P.,
Solicitor for applicant.
924

Quebec, 16 h February, 1910.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de J. Tougas & Cie., Joliette, Que.,
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 16 du courant, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett,
205, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 17 février 1910. 961

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de André Trudeau, Joliette,
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 16^e jour de février 1910, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit failli qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être déposées devant moi sous trente jours de cette date.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

Bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement
Montréal, 16 février 1910. 965

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 20.

Edward J. Lynch et Charles Alfred Sharpe, jr., tous deux de la cité et district de Montréal, ayant fait ci devant affaires ensemble à Montréal, comme contracteurs-entrepreneurs, sous la raison sociale de "Lynch & Sharpe",

Débiteurs insolubles ;
et

Charles Alfred Sharpe, sr.,
Crancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que, les dits débiteurs ont fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Montréal, le 15 février 1910.

WILLIAM T. HOOD,
Gardien provisoire.

50 Notre Dame Ouest, Montréal.
Montréal, 17 février 1910. 953

District de Saguenay.

Re Ulysse Harvey, marchand, Pointe au Pic,
Insoluble.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 10 février 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 17 février 1910. 967

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
In the matter of J. Tougas & Co., Joliette, Que.,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 16th instant, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against the said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett,
205, Saint James street, Montreal.
Montreal, 17th February, 1910. 962

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
In the matter of Andrew Trudeau, Joliette,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on 16th February, 1910, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, abandoned by him for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JONH McD. HAINS,
Curator.

Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.
Montreal, 16 h February, 1910. 966

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 20.

Edward J. Lynch and Charles Alfred Sharpe, jr., both of the city and district of Montreal, having heretofore carried on business together in Montreal, as contractors, under the name and style of "Lynch & Sharpe",

Insolvents debtors.

and
Charles Alfred Sharpe, sr.,
Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtors have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the office of the protonotary of the superior court, at Montreal, on the 15th February, 1910.

WILLIAM T. HOOD,
Provisional guardian.

50, Notre Dame West, Montreal,
Montreal, 17th February, 1910. 954

District of Saguenay.

Re Ulysse Harvey, merchant, Pointe au Pic,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 10th February, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building
Quebec, 17th February, 1910. 968

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de P. J. Champagne (Mount Royal
 Grocery), épicier, de la cité de Montréal,
 Failli ;

et
 Alexandre Desmarteau, Curateur.
 Avis est par les présentes donné que, ce jour, par
 ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur des
 biens du dit failli.

Les réclamations devront être déposées dans ou
 au bureau sous 30 jours pour garantir leur réclama-
 tion sur le bordereau de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

No 60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
 Montréal, 15 février 1910. 969

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 In re Pierre Légare & Bruno Légare, (P. Légare &
 Fils), contracteurs, Montréal.

Avis est donné que le 8 février 1910, par ordre
 de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession
 des sus-nommés, qui ont fait abandon judiciaire de
 leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créan-
 ciers.

Les réclamations doivent être produites à mon
 bureau sous un mois de cette date.

A. TURCOTTE,
 Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 15 février 1910. 959

Province de Québec }
 District d'Ottawa. }
 Re Joseph Villeneuve, marchand, Pointe Gatineau,
 Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 15
 février 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de
 cette succession.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent
 être déposées entre mes mains sous trente jours de
 cette date.

J. E. COUTURE,
 Curateur.

267, Main Street, Hull.
 Hull, 15 février 1910. 963

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 In re A. P. Chapleau, épicier, de la cité de Mont-
 réal, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier
 et dernier bordereau de dividende est préparé et
 sera payable à mon bureau, le et après le 8ème
 jour de mars 1910.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal, 17 février 1910. 971

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of P. J. Champagne (Mount Royal
 Grocery), grocer, of the city of Montreal,
 Insolvent ;

and
 Alexandre Desmarteau, Curator.
 Notice is hereby given that, by order of this court,
 I was, this day, appointed curator to the estate of
 the above named.

Claims must be filed at my office within 30 days
 to ensure their collocation on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
 Montreal, 15th February, 1910. 970

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In re Pierre Légare & Bruno Légare, (P. Légare &
 Fils), contractors, Montreal.

Notice is given that, on the 8th February, 1910,
 by order of the court, I have been appointed cura-
 tor to the estate of the above named, who have
 made a judicial abandonment of their effects for the
 benefit of their creditors.

Claims must be filed with me within thirty days
 from this date.

A. TURCOTTE,
 Curator.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James, street,
 Montreal, 15th February, 1910. 960

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. }
 Re Joseph Villeneuve, of Gatineau Point, merchant,
 Insolvent.

By an order of the court, dated 15th February,
 1910, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed in my hands within
 thirty days from this date.

J. E. COUTURE,
 Curator.

267, Main Street, Hull.
 Hull, 15th February, 1910. 964

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 In re A. P. Chapleau, grocer, of the city of Mon-
 treal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final
 dividend sheet has been prepared in this matter, and
 will be payable at my office, on and after the 8th
 day of March, 1910.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

No. 60, Notre-Dame street East, Montreal.
 Montreal, 17th February, 1910. 972

Index de la Gazette Officielle de Québec No 7.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—Dmes Armough vs Zaïen, 388 ; Avschowitz vs Eigensberg, 389 ; Beaudoin vs Durand, 388 ; Boucher vs Lalanne, 386 ; Brien vs Foisy, 387 ; Carrière vs Bourgon, 387 ; Dallaire vs Morin, 390 ; Durand vs Dupuis, 388 ; Guenette vs Boivin, 389 ; Horsington vs Atherley, 387 ; Lacroix vs Gagnon, 387 ; Laforme vs Beaudry, 389 ; Landry vs Giroux, 387 ; Madore vs Labrie, 388 ; Michaud vs Violette, 388 ; Migneron vs Charron, 389 ; Morin dit Valcourt vs St. Onge, 389 ; Pascal vs Schwartz, 386 ; P. v. vs Lamoureux, 389 ; Rivet vs Lecours, 386 ; Tremblay vs Simard, 387 ; Tremblay vs Vien, 386 ; Smith vs Ferry, 388.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 365.

ASSOCIATION FORMÉE :—L'Avenir Mutuel, 385.

AVIS:—Cour de l'Échiquier du Canada, 390 ; Mount Royal Stables, 386 ; Procéder à faire l'évaluation des travaux faits, 384.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 372 ; Conseil législatif, 371

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE :—Municipalité du canton Granby, 369.

COMPAGNIES AUTORISÉES A TRANSIGER :—L'Association mutuelle de bienfaisance des employés de la librairie Beauchemin, 385 ; L'Avenir Mutuel, 385.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Adam, Chs et vir, 378 ; Beaudry, Dme Emma Zaïde, 379 ; Bellemare Eug., 338 ; Cie d'assurance mutuelle des scieries mécaniques, 377 ; Cie du chemin de fer du Pacifique Canadien, 338 ; Cité de Québec, 401 ; Cité de Sherbrooke, 402 ; Demers, Fra-Louis, 383 ; Deschênes, Jos. A., 381 ; Dubeau, J. A. et al, 384 ; du Tremblay, Raoul, 360 ; General Trust, 403 ; Girls' Industrial School, 336 ; Lacasse, Adalbert, 403 ; Lachine General Hospital, 380 ; Lafond And., 380 ; Langevin, Stephen, 381 ; Laporte Hormisdas et al, 375 ; Laurendeau, J. T. R. et al, 379 ; L'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, 376 ; Le maire et les conseillers de la ville de Grand'Mère, 383 ; L'Union des commis-marchands de la cité de Montréal, 381 ; Martin (Dme) et al, 382 ; Maher (Dme) B. H. et al, 375 ; Marcoux, J. D. A., 375 ; Montreal Association for the Blind, 334 ; Montreal General Hospital, 380 ; Montreal Underground and Elevated Railway, 377 ; Municipalité de la partie Est du canton d'Ely, 380 ; Ortenberg, S., 379 ; Poulin, Ernest, 361 ; Poulin, E. W. et al, 376 ; St. Jacques, Robert, 383 ; Syndics de la paroisse de Saint-Paul de Montréal, 377 ; Taylor, Albert E. et al, 382 ; The Hebrew Orthodox and Talmud Thorah of Montreal, 403 ; The Little Nation River Railway Coy, 382 ; The Old Boys of Bishop's College School, 381 ; The Sherbrooke Street Railway Coy, 402 ; Tiffin, John et al, 380 ; Village de Beaconsfield, 384 ; Ville de Bordeaux, 377 ; Ville de Emard, 402 ; Ville de Fraserville, 378 ; Ville de Maisonneuve, 401 ; Ville de Montcalm, 380 ; Ville de Trois-Rivières, 384 ; Voyer (Dme) et al, 375.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 7.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Armough vs Zaïen, 388 ; Avschowitz vs Eigensberg, 389 ; Beaudoin vs Durand, 388 ; Boucher vs Lalanne, 386 ; Brien vs Foisy, 387 ; Carrière vs Bourgon, 397 ; Dallaire vs Morin, 390 ; Durand vs Dupuis, 388 ; Guenette vs Boivin, 389 ; Horsington vs Atherley, 387 ; Lacroix vs Gagnon, 387 ; Laforme vs Beaudry, 389 ; Landry vs Giroux, 387 ; Madore vs Labrie, 388 ; Michaud vs Violette, 388 ; Migneron vs Charron, 389 ; Morin dit Valcourt vs St. Onge, 389 ; Pascal vs Schwartz, 386 ; Provost vs Lamoureux, 389 ; Rivet vs Lecours, 386 ; Tremblay vs Simard, 387 ; Tremblay vs Vien, 386 ; Smith vs Ferry, 388.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 365.

ASSOCIATION FORMED :—L'Avenir Mutuel, 385.

NOTICE :—Exchequer Court of Canada, 390 ; Mount Royal Stables, 386 ; To proceed to make the valuation of work performed, 384.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 372 ; Legislative Council, 371.

FARMER'S CLUB, FORMATION OF :—Municipality of the township of Granby, 369.

COMPANY'S AUTHORIZED TO TRANSACT :—L'association mutuelle de bienfaisance des employés de la librairie Beauchemin, 385 ; L'Avenir Mutuel, 385.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Adam Chs et vir, 378 ; Beaudry, Dme Emma Zaïde, 379 ; Bellemare, Eug., 338 ; Cie d'assurance mutuelle des scieries mécaniques, 377 ; Canadian Pacific Railway, Coy, 338 ; City of Quebec, 401 ; City of Sherbrooke, 402 ; Demers, Fra-Louis, 383 ; Deschênes, Jos. A., 381 ; Dubeau, J. A., et al, 384 ; du Tremblay, Raoul, 360 ; General Trust, 403 ; Girls' Industrial School, 336 ; Lacasse Adalbert, 403 ; Lachine General Hospital, 380 ; Lafond And., 380 ; Laporte, Hormisdas et al, 375 ; Langevin, Stephen, 381 ; Laurendeau, J. T. R. et al, 378 ; L'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal, 376 ; The mayor and the councillors of the town of Grand'Mère, 383 ; L'Union des commis-marchands de la cité de Montréal, 381 ; Martin Dme et al, 382 ; Maher (Dme) B. H. et al, 375 ; Marcoux, J. D. A., 375 ; Montreal Ass. for the Blind, 334 ; Montreal General Hospital, 380 ; Montreal Underground and Elevated Railway, 377 ; Municipality of the East part of the township of Ely, 381 ; Ortenberg, S., 379 ; Poulin, Ernest, 361 ; Poulin, E. W. et al, 376 ; Prendergast, M. J. A. et al, 000 ; St. Jacques, Robert, 383 ; Trustees of the parish of Saint Paul de Montréal, 377 ; Taylor, Albert E. et al, 382 ; The Hebrew Orthodox and Talmud Thorah of Montreal, 403 ; The Little Nation River Railway Coy, 382 ; The Old Boys of Bishop's College School, 336 ; The Sherbrooke Street Railway Coy, 402 ; Tiffin, John et al, 380 ; Village of Beaconsfield, 384 ; Town of Bordeaux, 377 ; Town of Emard, 402 ; Town of Fraserville, 376 ; Town of Maisonneuve, 401 ; Town of Montcalm, 380 ; Town of Three Rivers, 384 ; Voyer (Dme) et al, 375.

FAILLIS :—Champagne, 405 ; Chapleau, 405 ; Giroux, 391 ; Hamel, 390 ; Harvey, 404 ; Légaré & Fils, 405 ; Lynch & Sharpe, 404 ; Ouellet, 391 ; Raymond, 391 ; Robitaille & Cie, 391 ; Tougas & Co, 404 ; Trudeau, 404 ; Villeneuve, 405.

LETTRES PATENTES :—Canada Auto & Taxi Coy, 367 ; Château Beauclaire, 370 ; La Cie A. D. Grégoire, 371 ; La Cie Théâtrale de Québec, 366 ; The Palace Amusement Coy, 368.

NOMINATIONS :—Commissaire per dedimus potestatem :—401.

Conseillers :—Municipalité du village de Gaspé, 365.

Juge de paix en vertu de l'article 2572 :—Saguenay, 365

Syndics des chemins à barrières :—Montréal, 365.

ORDRES DE COUR :—Fawcett vs Dubuc & Fils, 392 ; Moody & Sons vs St Pierre, 392.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, dépêche des affaires, 366.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—Canadian Express Coy, 390.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :—Lemire vs Lemire, 393.

BEAUCÉ :—Godbout vs Dupuis, 394 ; La Banque Nationale vs Dupuis, 394 ; Morin vs Gilbert, 394.

JOLIETTE :—Archambault vs Martel, 395.

MONTRÉAL :—Marcotte vs The Red Cross Macaroni and Vermicelli Co, 396 ; Marion vs Monette, 395 ; St. Aubin vs Dme Gougeon, 396.

QUÉBEC :—Murphy, Failli, 397.

SAINT FRANÇOIS :—La Banque Nationale vs Royal et al, 398 ; Rév. Leclerc dit Francœur vs Biron, 397.

SAINT-HYACINTHE :—Godard (Dme) vs Morison, 398 ; The Peerless Gas Light Coy of Montreal vs Gates, 400.

TROIS-RIVIÈRES :—La Banque d'Hochelega vs Lambert, 400 ; Pinard vs Desfossés, 400.

INSOLVENTS :—Champagne, 405 ; Chapleau, 405 ; Giroux, 391 ; Hamel, 390 ; Harvey, 404 ; Légaré & Fils, 405 ; Lynch & Sharpe, 404 ; Ouellet, 391 ; Raymond, 391 ; Robitaille & Cie, 391 ; Tougas & Cie, 404 ; Trudeau, 404 ; Villeneuve, 405.

LETTERS PATENT :—Canada Auto & Taxi Coy, 366 ; Château Beauclaire, 370 ; Cie A. D. Grégoire, 371 ; La Cie Théâtrale de Québec, 366 ; The Palace Amusement Co, 368.

APPOINTMENTS :—Commissioner per dedimus potestatem :—401.

Councillors :—Municipality of the village of Gaspé, 365.

Justice of the peace in virtue of article 2572 :—Saguenay, 365.

Trustees of Tumpike Trust :—Montreal, 365.

ORDERS OF COURT :—Fawcett vs Dubuc & Fils, 392 ; Moody & Sons vs St Pierre, 392.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, despatch of business, 366.

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE :—Canadian Express Coy, 390.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Lemire vs Lemire, 393.

BEAUCÉ :—Godbout vs Dupuis, 394 ; La Banque Nationale vs Dupuis, 394 ; Morin vs Gilbert, 394.

JOLIETTE :—Archambault vs Martel, 395.

MONTREAL :—Marcotte vs The Red Cross Macaroni and Vermicelli Co, 396 ; Marion vs Monette, 395 ; St. Aubin vs Dme Gougeon, 396.

QUEBEC :—Murphy, Insolvent, 397.

SAINT FRANCIS :—La Banque Nationale vs Royal et al, 398 ; Rev. Leclerc dit Francœur vs Biron, 397.

SAINT HYACINTH :—Godard (Dme) vs Morison, 398 ; The Peerless Gas Light Coy of Montreal vs Gates, 400.

THREE RIVERS :—La Banque d'Hochelega vs Lambert, 400 ; Pinard vs Desfossés, 400.

